

CHAPITRE I

Concilier agroécologie, sécurité alimentaire et développement durable : enjeux et défis

*Sanni YAYA, Mohamed BEHNASSI
et Samuel ILEKA-PRIOUZEAU*

Assurer l'accès à la nourriture et la sécurité alimentaire constitue un droit social fondamental et une priorité pour les gouvernements. Il ne s'agit pas seulement d'un devoir moral, mais aussi d'un droit imprescriptible qui s'inscrit dans les faits, dans l'intérêt à la fois politique et économique des collectivités¹. S'il n'est pas rare d'entendre évoquer le droit à l'alimentation, parmi cette série de droits que l'on a l'habitude de qualifier d'humanitaires, c'est parce qu'il est particulier, singulier et que son domaine d'intérêt concerne la chose la plus précieuse que tout être humain possède. Au cours des dernières années, les préoccupations à l'égard de la sécurité alimentaire se sont accrues et la communauté internationale n'a cessé de réaffirmer l'importance intégrale du droit à l'alimentation. Mais il faut bien admettre que le portrait qu'on peut faire de la situation alimentaire mondiale se trouve assombri par le fait que des millions de personnes sont en proie à la famine, faute d'une alimentation suffisante, saine et de qualité. Le droit des peuples de vivre en toute dignité, sans pauvreté et sans désespoir reste encore un défi, car on peine encore à traduire ce noble objectif en actions concrètes. En fait, la sécurité alimentaire est indissociable de la dignité intrinsèque de la personne humaine et est indispensable à la réalisation des autres droits fondamentaux.

La croissance démographique et économique partout à l'échelle planétaire exerce une pression sur la durabilité économique, sociale et écologique

1. FAO (1998). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. Rome.

de notre planète et met sérieusement en péril l'accès aux ressources en dépit des progrès scientifiques qui ont révolutionné les modes de production et de distribution alimentaires. Les espoirs suscités par l'engagement des gouvernements à passer d'une agriculture conventionnelle à une agriculture écologique se sont très vite heurtés à la réalité du terrain, car dans l'ensemble, les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des attentes. Les récentes crises financières et économiques ont exacerbé cette sécurité alimentaire et nutritionnelle déjà précaire et mis en exergue l'étendue de la faim et l'importance de la pauvreté dans le monde. Ces crises ont tendance à exacerber la situation dans les pays du Sud. Les plus récentes données indiquent que la crise économique y aurait fait passer 100 personnes par minute sous le seuil de la pauvreté² et plongé 105 millions de personnes dans la famine, une situation qu'on peut sans risque de se tromper qualifier de « sans précédent »³. La sécurité alimentaire des pays du Sud est également menacée par les prix de certains produits alimentaires, qui n'ont pas baissé depuis qu'ils ont culminé en 2007. La hausse des prix a commencé en 2001 et s'est poursuivie de manière progressive jusqu'en 2006. Elle s'est ensuite accélérée très rapidement, pour atteindre en 2008 plus de 60 % de ce qu'elle était pendant les deux années précédentes.⁴ C'est notamment le prix du riz au Sri Lanka, au Myanmar, au Kenya, en Équateur, celui du millet et du sorgho au Burkina Faso, au Mali et au Niger, ainsi que le prix du blé en Bolivie et au Pakistan⁵. Cette situation démontre clairement que le problème de l'insécurité alimentaire est le produit d'une interaction complexe entre une multitude de facteurs d'origines diverses, ce qui explique notamment pourquoi l'insécurité alimentaire reste un problème auquel nous devons toujours faire face au XXI^e siècle.

En fait, la sécurité alimentaire est devenue un luxe que des dizaines de millions de personnes ne pourront jamais se permettre, alors que le réchauffement climatique est en cours et que des stratégies d'adaptation radicales s'imposent avec urgence, notamment dans les pays pauvres qui sont les plus vulnérables. Devant l'aggravation de l'insécurité alimentaire il est impérieux

-
2. B. Stocking. (2009). « The Poor Should Not Pay The Price For The Crisis ». *Finance & Development*, déc., vol. 46, n° 4.
 3. FAO (2009). *How to Feed the World in 2050*. Rome.
 4. R. Trostle (2008). *Global Agricultural Supply and Demand: Factors Contributing to the Recent Increase in Food Commodity Prices*. Outlook Report No. (WRS-0801). United States Department of Agriculture, 30 p.
 5. UN Standing Committee on Nutrition (2009). *Global recession increases malnutrition for the most vulnerable people in developing countries*. Genève.

de s'attaquer aux causes profondes et multiples de ce phénomène⁶. Autrement, la situation risque de s'amplifier dans les années à venir, car malgré la baisse de l'accroissement naturel depuis les années 1960⁷, on s'attend à ce que la population mondiale continue à augmenter pour atteindre les 9 milliards en 2050⁸, notamment à la suite de la baisse de la mortalité. Il est donc évident que la demande en produits agricoles sera de plus en plus grande. On constate que la demande en produits animaliers augmentera également, notamment dans les pays où la classe moyenne est en expansion, comme c'est le cas pour certains pays d'Asie⁹. Il est intéressant de noter que la consommation de viande a augmenté beaucoup plus rapidement que celle des produits agricoles ou des produits qui en sont issus, et que l'augmentation du prix des produits agricoles a un fort impact sur le coût de production des produits animaliers¹⁰. Il faudra par ailleurs doubler la production végétale mondiale¹¹ afin que des millions de personnes puissent accéder à une nourriture suffisante à leurs besoins nutritionnels essentiels. Pourtant, à l'échelle mondiale, les disponibilités alimentaires ont considérablement augmenté, particulièrement dans les pays riches. Cela dit, l'insécurité alimentaire constitue une menace aux dimensions planétaires qui risque fort de persister, voire de s'aggraver de façon dramatique dans certaines régions, si des mesures énergiques et concertées ne sont pas adoptées de toute urgence.

Les difficultés d'accès à la nourriture, l'insuffisance chronique des revenus, l'extrême volatilité de l'offre et de la demande, ainsi que les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, empêchent la satisfaction des besoins alimentaires essentiels. Bien que l'insécurité alimentaire touche plus spécifiquement les individus et les ménages en situation de pauvreté, elle a

-
6. J. Coulter et C. Poulton (2001). « Cereal market liberalisation in Africa ». Dans A. Takamasa, J. Baffes, D. Larson et P. Varangis (dir.). *Commodity Market Reforms: lessons of two decades*. Washington DC, Banque mondiale.
 7. US Census Bureau (2010). « International Data Base ». Document récupéré le 6 mars 2010 [En ligne] [<http://www.census.gov/ipc/www/idb/worldgrgraph.html>].
 8. M. Dufumier (2009). « Agroécologie, sécurité alimentaire et développement durable ». *Alternatives – international*. [En ligne] [<http://www.alterinter.org/article3360.html?lang=fr>] (Consulté le 4 mars 2010).
 9. M. Dufumier (2009). « Sécurité alimentaire et développement durable. Repenser l'agronomie et les échanges internationaux ». *Futuribles*, n 352, p. 25-42.
 10. R. Trostle (2008). *Global Agricultural Supply and Demand: Factors Contributing to the Recent Increase in Food Commodity Prices*. Outlook Report No. (WRS-0801). United States Department of Agriculture, 30 p.
 11. FAO (1994). « Medium-term Prospects for Agricultural Commodities: Projections to the Year 2000 ». Economic and Social Development Paper n° 120. Rome.

malgré tout des répercussions sociales, économiques et politiques indirectes sur l'ensemble de la société. Plus que tout autre facteur, la pauvreté reste une cause majeure de l'insécurité alimentaire et des progrès durables dans l'éradication de la pauvreté sont essentiels pour améliorer l'accès à la nourriture¹². L'accroissement de la production alimentaire, y compris des aliments de base, doit être recherché dans le cadre de l'aménagement durable des ressources naturelles et de l'élimination des modes non viables de consommation et de production, en particulier dans les pays industrialisés, ainsi que d'une stabilisation rapide de la population mondiale. En fait, l'insécurité alimentaire est la résultante d'un système complexe de facteurs qui touche à la fois les modes et moyens d'existence des collectivités et ne saurait donc être traitée isolément des considérations plus générales de ces mêmes moyens d'existence¹³.

Il existe une abondante littérature sur la question de la sécurité alimentaire et du développement durable. En revanche, ce qui fait défaut, ce sont des mesures appropriées et concrètes et une meilleure concertation et synergie entre les divers acteurs concernés par ces défis afin qu'ils puissent s'attaquer aux facteurs qui militent en leur défaveur. Au cours des dernières années, la prise de conscience de la gravité de la faim dans le monde et l'urgence d'initiatives plus spécifiques visant sa réduction ont fortement influencé le discours et les pratiques de développement. Dorénavant, c'est d'un développement capable d'allier progrès économique, justice sociale et préservation de l'environnement dont on a besoin. La mise en œuvre de politiques de développement est cruciale dans un contexte où il devient de plus en plus impérieux de se concentrer sur la dualité entre économie et écologie, cette dernière cessant d'être cette espèce de tyrannie bienveillante et un obstacle à l'accumulation du capital pour en devenir au contraire une des possibilités. Aujourd'hui, de nombreux outils sont à la disposition de la majorité des pays afin de leur permettre d'accroître la production agricole sans coût majeur en énergie fossile ni recours aux engrais chimiques potentiellement destructeurs pour la flore et la faune. Le défi à long terme, surtout pour les pays industrialisés, consiste à passer de la concentration et de la sophistication technologique, d'une nourriture qui transite sans cesse, à une nourriture consommée sur le territoire où elle est produite et d'une agriculture intensive à une véritable agroécologie.

12. DFID (2003). *Eliminating Hunger: Strategy for Achieving the Millennium Development Goal on Hunger*. Londres, Department for International Development.

13. FAO (2002). *The State of Food Insecurity in the World 2002*. Rome : IFPRI, Food and Agriculture Organisation of the United Nations.

La notion de sécurité alimentaire comprend trois dimensions essentielles : disponibilité, accès, et stabilité au niveau des pays, des ménages et des individus. L'examen de ces trois dimensions montre que peu de pays les remplissent. Non seulement les ressources alimentaires dans ces pays ne permettent pas de réaliser le minimum nutritionnel, mais elles n'arrivent pas assurer les niveaux de consommation atteints pendant les années antérieures. La sécurité alimentaire n'est possible que dans le cadre d'une démarche volontariste qui s'inscrit dans la durée et dont le but est de reconnaître, sauvegarder et utiliser de façon durable la diversité biologique des espèces, car le développement des systèmes de production agricole, de surveillance et de conservation de la diversité biologique, contribue à cette sécurité alimentaire. Dans plusieurs pays en développement, il y a une énorme pression pour passer des systèmes traditionnels à faibles intrants vers des systèmes plus productifs. La faiblesse des gains de productivité dans la production alimentaire et des capacités d'importation constituent les contraintes majeures à la réalisation de la sécurité alimentaire dans la région. La réalisation d'une sécurité alimentaire durable dans le tiers-monde exigera une rapide croissance du secteur agricole. Celle-ci qui est estimée à un taux annuel de 4 % est nécessaire afin d'assurer les disponibilités alimentaires et stimuler une forte croissance économique susceptible de générer la création d'emplois¹⁴.

Sur le plan théorique et empirique, il a été clairement établi que la croissance du secteur agricole, si elle est mal gérée et pilotée, peut porter atteinte au développement durable. L'agriculture dans plusieurs pays contribue à la destruction des ressources naturelles. Dans les rares cas où ces ressources ne sont pas dégradées, c'est parce que leur exploitation est toute récente et que les effets négatifs ne se sont pas encore fait sentir. Ce constat se combine avec la perception des macro-déséquilibres environnementaux qui rendent les conditions de production encore plus hasardeuses et difficiles. Tout cela pointe vers une crise majeure de l'agriculture avec laquelle la présente génération doit déjà composer, et un triste héritage pour les générations à venir¹⁵. C'est pourquoi la promotion de politiques et de mesures en vue du développement durable et la coopération entre les pays

14. T.S. Jayne, J. Govereh, A. Mwanaumo, J. Nyoro et A. Chapoto (2002). « False promise or false premise? The experience of food and input market reform in eastern and southern Africa ». *World Development*, 30 (11), p. 1967–1985.

15. J. Kydd (2002). « Agriculture and rural livelihoods : is globalisation opening or blocking paths out of rural poverty? ». Agricultural Research and Extension Network Paper 121. Londres : Overseas Development Institute.

dans la gestion des ressources naturelles est cruciale. À l'heure actuelle, 80 % des ressources naturelles de la planète sont consommées par 20 % de la population mondiale. La fracture économique entre le Nord et le Sud, les écarts grandissants entre les situations des ménages et leurs corollaires (inégalité d'accès aux ressources, pauvreté, malnutrition, etc.) engendrent tensions et conflits. Par ailleurs, les émissions de gaz à effet de serre accélèrent le réchauffement climatique. De ce fait, certains cycles naturels sont menacés, ce qui pourrait affecter l'eau douce, les sols à vocation agricole, les forêts et la biodiversité. Quoi qu'il en soit, le développement durable reste de toute évidence un défi tant pour la connaissance que pour l'action. Pour accomplir cet objectif, il nous faut essayer de mieux comprendre les liens qui existent entre nos systèmes économique, écologique et social et trouver des façons pratiques et novatrices d'envisager le progrès afin qu'il tienne compte de nos objectifs économiques, environnementaux et sociaux et nous permettent de les atteindre¹⁶.

Garantir la sécurité alimentaire implique d'une part la réduction de la pauvreté, l'intensification de la production agricole, l'aménagement des circuits de commercialisation internes et externes de façon à permettre à tous et à tout instant, l'accès physique et économique aux aliments de base indispensables. Mais en même temps, ceci ne saurait se faire au mépris des préoccupations écologiques qui sont celles de notre époque. Ce chapitre examine les enjeux et défis liés à la conciliation de ces deux solitudes et propose quelques pistes de solution¹⁷.

1. FONDEMENTS ET ÉMERGENCE DE L'AGROÉCOLOGIE

Il est raisonnable d'affirmer que l'agroécologie présente une réponse aux enjeux que nous venons d'aborder dans le paragraphe précédent. De nombreux pays ont misé sur une agriculture fondée sur des monocultures orientées vers l'exportation. Ces cultures font fortement appel à l'industrialisation et nécessitent souvent l'utilisation de plantes transgéniques, et contribuent fortement au bouleversement des paysages agricoles mondiaux¹⁸. Concrètement, l'agroécologie est une approche qui est à la base d'un système global de gestion d'une agriculture multifonctionnelle et durable destinée

16. M. Griffon (2006). *Nourrir la planète*. Paris, Odile Jacob.

17. S. Msangi (2008). « Biofuels, food prices and food security ». Rome: Expert meeting on global food security, IFPRI.

18. M. A. Altieiri (2009). « Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty ». *Monthly Review*, juillet-août.

à valoriser les agro-écosystèmes à travers l'optimisation de la production. C'est presque un euphémisme aujourd'hui d'affirmer qu'il est impérieux de concilier développement agricole et protection de l'environnement. En faisant évoluer l'agriculture et en renouvelant ses buts et moyens, on crée des possibilités d'intégrer les dimensions économiques et sociales de l'existence humaine avec le respect des écosystèmes et on permet d'adapter plus justement nos comportements aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques auxquels nos sociétés sont confrontées. L'agroécologie est moins une technique qu'une approche qui privilégie la diversité sur l'uniformité, la reproductibilité sur la stérilité, le potentiel d'évolution sur l'inertie, les échanges locaux sur les échanges dématérialisés, l'utilisation de ressources locales plutôt que l'importation outrancière de marchandises, le respect des conditions paysannes et le recours à des pratiques économes et autonomes.

Au cours des dernières années, les questions de la sécurité alimentaire et de la faim dans le monde ont favorisé l'accroissement de la production agricole qui ne s'est pas toujours faite pour le produit lui-même, mais pour des impératifs financiers et économiques. On a assisté à une volonté sans précédent de maximiser le rendement des sols en utilisant des outils de production sophistiqués et beaucoup de fertilisants sans se soucier des modifications dramatiques que cela va engendrer dans les équilibres écologiques. Même si elle a contribué à augmenter la production agricole, la révolution verte qui a débuté dans les années 1960 a généré plusieurs effets pervers dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. En effet, ses impacts économiques, sociaux et écologiques sont dans bien des cas négatifs, plus particulièrement dans les pays en développement¹⁹. Sur le plan économique, elle a engendré la dépendance des pays pauvres d'autant plus que l'agriculture de ces pays a été orientée vers les cultures de rente et intégrée dans les circuits des échanges internationaux. Socialement, elle a bouleversé l'édifice traditionnel des sociétés en accélérant l'exode rural, le chômage et la pauvreté. Enfin, sur le plan écologique, elle a conduit à l'appauvrissement de la biodiversité par une culture très intensive, la contamination des sols et la salinisation de vastes territoires agricoles. Pourtant, avant l'ère industrielle, les agriculteurs utilisaient avec leurs moyens rudimentaires leurs savoirs traditionnels afin de produire la nourriture dont avaient besoin leurs collectivités. Aujourd'hui, pour accroître la production, ils font la connaissance

19. P. Hazell et C. Ramasamy (1991). *The Green Revolution reconsidered: The impact of high-yielding rice varieties in South India*. Johns Hopkins University Press for The International Food Policy Research Institute (IFPRI) : Baltimore et Londres.

d'intrants trilogiques (engrais chimiques, pesticides et semences sélectionnées) indexés sur le baril de pétrole. La concurrence internationale augmente, les paysans s'endettent et se détruisent entre eux asservis par les gros propriétaires.

Il faut souligner que l'agriculture telle que nous la connaissons est souvent inadaptée au contexte de bon nombre de pays du Sud, alors que les pays du Nord ont vu « le paysan au sens initial du terme être graduellement remplacé par l'exploitant agricole²⁰ » afin de mieux satisfaire aux exigences démographiques du présent siècle. Ce type d'industrie nécessite bien évidemment des moyens technologiques importants tout en étant extrêmement énergivore. Le machinisme et l'agrochimie constituent des exemples de cette dérive agricole qui instaure le principe de la fragmentation et de la segmentation, des dissensions et des violences. À titre d'exemple : « Il faut 3 tonnes de pétrole pour fabriquer 1 tonne d'engrais et consommer environ 10 à 15 calories d'énergie pour produire 1 calorie alimentaire²¹. » La production animalière a également un fort impact sur l'agriculture. Selon des études, il faudrait de 10 à 12 protéines végétales pour obtenir 1 protéine animale²². Par conséquent, il n'est pas surprenant que les prix de beaucoup de produits agricoles fluctuent en fonction du prix du pétrole, comme en témoigne le graphique 1. De plus, la plupart de ces cultures nécessitent des graines « miracles » ou des engrais extrêmement fertiles et dont les prix sont souvent hors d'atteinte des petits producteurs, surtout lorsque l'on considère l'augmentation de 270 % de leur prix entre 2008 et 2009²³.

Tous ces facteurs ont tendance à favoriser les pays les plus riches au détriment des pays pauvres, ces derniers ayant recours à des importations massives pour pallier les pénuries en produits agricoles²⁴. Il faut également considérer l'effet que ce type d'agriculture a pu avoir sur les systèmes alimentaires traditionnels qui étaient présents dans le pays depuis des centaines d'années, et qui ne peuvent être compétitifs devant des systèmes industriels possédant des monopoles à l'échelle internationale. Pourtant, ces techniques agricoles avaient de nombreux avantages, et la culture d'une variété d'espèces

20. Mouvement CîTerrien (2010). « Agroécologie et sécurité alimentaire des populations ».. [En ligne] [<http://www.citerre.org/agroecologiemct.htm>.] (Consulté le 5 mars 2010).

21. *Ibid.*

22. *Ibid.*

23. M. A. Altieiri (2009). « Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty ». *Monthly Review*, juillet-août..

24. D. Byerlee (1987). « The Political Economy of Third World Food Imports: The Case of Wheat ». *Economic Development and Cultural Change*, 35 : 2 p. 307.

permettait de cultiver les champs à longueur d'année et ne nécessitait pas l'utilisation d'engrais chimiques comme c'est le cas aujourd'hui. L'agroécologie est une solution peu coûteuse et adaptée aux populations les plus démunies. Elle revalorise les ressources naturelles et locales, libère le paysan de la dépendance des intrants chimiques et permet de produire une alimentation de qualité. Si elle ne peut à elle seule permettre d'éviter le fléau de la famine, elle reste porteuse d'une mutation sociale en replaçant l'être humain face à sa responsabilité à l'égard du vivant.

La crise alimentaire qui touche plusieurs pays aujourd'hui semble mobiliser l'attention des pouvoirs publics et des organisations internationales. Les émeutes de la faim et les contestations contre la hausse vertigineuse des prix des alimentaires en Amérique latine, en Afrique et en Asie constituent des signes précurseurs de lendemains qui déchantent. À défaut de d'élaborer une vision à long terme afin de contrer la menace, les politiques multiplient les annonces spectaculaires dans un contexte où l'aide publique au développement a baissé et où les paysans du Sud sont laminés par une concurrence implacable et mortelle. Les systèmes agricoles à l'échelle planétaire sont restés longtemps indifférents à la problématique de la faim dans le tiers-monde, car ils fonctionnent dans un pur esprit libéral où les règles du marché prennent le dessus. La spéculation s'en mêle depuis une décennie, avec l'instauration de marchés à terme. Des produits sont vendus avant même d'avoir été semés et l'on parie sur l'évolution des cours afin d'engranger des bénéfices. Le problème est moins technique et davantage politique d'autant plus que plusieurs pays en développement, dont l'Afrique par exemple, étaient autosuffisants sur le plan alimentaire il y a une cinquantaine d'années. Une nouvelle ère pour l'agriculture s'impose et il est crucial de reléguer aux oubliettes, pour la paix et la sécurité mondiale, cette approche qui n'a que faire d'environnement et de la misère, sous la coupe de multinationales accaparant les ressources et la recherche. La solution consiste désormais en partie à soutenir les petits agriculteurs et à miser sur l'agroécologie pour accéder à l'autosuffisance alimentaire des populations. Il ne s'agit d'aucune façon d'un fantasme naïf d'autant plus qu'elle est accessible à plus de 80 % des petits exploitants à l'échelle mondiale qui ne possèdent pas des moyens technologiques majeurs.

Les technologies de pointe qui sont transférées dans les pays du Sud apportent leurs lots de problème aussi. Dans bien de cas, les producteurs agricoles ne peuvent embaucher la main-d'œuvre locale en raison du manque d'expertise. Même si cela venait à être possible, nombre d'étapes dans le processus de production sont maintenant automatisées et requièrent une intervention humaine minimale. Or il existe aujourd'hui dans le Sud près de

2 milliards d'agriculteurs démunis qui n'utilisent pas de technologies agricoles modernes²⁵. Dans une récente étude, Adamopoulos et Restuccia (2009) révèlent que les fermes de moins de 2 hectares représentent plus de 70 % des exploitations agricoles dans les pays pauvres²⁶. Ce constat met très bien en exergue l'importance du rôle que pourraient jouer les entreprises agricoles sur les marchés de travail locaux, si ces dernières étaient plus rentables et pouvaient se permettre d'embaucher plus de main-d'œuvre. L'exode rural entraîné par la réduction du taux d'activité contribue aussi à l'augmentation de la pauvreté, car les paysans forcés à déménager dans les villes ne trouvent pas automatiquement du travail, ce qui a pour conséquence secondaire d'accroître les niveaux de criminalité. Mais le portrait ne s'arrête pas là. L'incidence écologique qui est engendrée par cette industrialisation est un autre problème important qui ne peut être négligé. Des études démontrent que l'intensification de l'agriculture est directement responsable de problèmes environnementaux majeurs²⁷. On note entre autres « un appauvrissement des sols et la perte de leur vitalité naturelle, la pollution des eaux, la perte des espèces végétales et animales adaptées aux divers biotopes²⁸ ». Le Programme alimentaire mondial (FAO) indique que « 24 % des terres irriguées dans le monde ont un problème de salinité, et que chaque année, 25 000 millions de tonnes de terres arables sont perdues en raison d'un labour intensif, tandis que 5 à 7 millions d'hectares de terres agricoles deviennent improductives suite à la dégradation des sols²⁹ ».

Les pays en développement doivent aujourd'hui faire face à des choix difficiles : 1) une impossibilité de financer l'industrie agricole ; 2) un taux de chômage urbain plus élevé et 3) une menace écologique. Ces enjeux sont d'autant plus sérieux que l'agriculture moderne est parfaitement inadaptée à la réalité de la plupart des pays du Sud. Non seulement sa mise en œuvre présente des risques importants, mais cette dernière ne correspond de surcroît à aucun modèle de développement durable. L'agriculture de l'avenir devra donc se réinventer, afin d'optimiser la capacité de production des pauvres exploitations agricoles, tout en maintenant leur spécificité et la diversité des

25. FAO (2007). *L'ADRD et l'agroécologie*. Rome.

26. T. Adamopoulos et D. Restuccia (2009). « The Size Distribution of Farms and International Productivity Differences ». Research Paper, York University.

27. D. Kleijn et W. J. Sutherland (2003). « How effective are European agri-environment schemes in conserving and promoting biodiversity? ». *Journal of Applied Ecology*, vol. 40.

28. Mouvement CiTerrien (2010). « Agroécologie et sécurité alimentaire des populations ». [En ligne] [<http://www.citerre.org/agroecologiemct.htm>] (Consulté le 5 mars 2010).

29. FAO (2007). *L'ADRD et l'agro écologie*. Rome.

cultures³⁰. Ces exploitants seront les précurseurs de la mise en place d'une agriculture autonome, durable et économiquement pérenne. Contrairement aux croyances populaires, les exploitations de faible envergure sont proportionnellement plus productives que les grandes exploitations. Le cas de la culture des chinampas au Mexique relevé par Altieri (2009) est éloquent à plus d'un titre. Les indigènes qui s'y adonnaient utilisaient une technique qui date maintenant de plusieurs siècles et qui leur permettait de produire entre 3,5 et 6,3 tonnes de maïs par hectares, alors qu'il a fallu attendre 1965 pour que les exploitations de maïs aux États-Unis arrivent à passer la barre des 4 tonnes de maïs par hectare grâce à d'énormes investissements technologiques³¹. Il est important de noter que les chinampas sont une forme de polyculture. Ce type de technique agricole produit actuellement 20 % des réserves de nourriture mondiales et se retrouve sur tous les continents. Il apparaît très clairement que les polycultures pourraient avoir un rendement de 20 à 60 % supérieur en termes de production totale par hectare, que celui d'une grande exploitation agricole qui se limiterait à la production d'un seul aliment par champ, à cause des pertes engendrées par les mauvaises herbes, les insectes et les maladies. Finalement, il est démontré que les petites exploitations prennent plus soins de leurs ressources naturelles.

L'agroécologie semble être une solution intéressante aux défis auxquels bon nombre de pays du Sud sont confrontés. Les valeurs fondamentales qu'elle met en l'avant semblent correspondre aux besoins à long terme de ces pays. Ces valeurs permettent de faire de ce type d'agriculture une option viable à long terme, en favorisant la sauvegarde des patrimoines nourriciers. En effet, les cultivateurs qui utilisent des méthodes traditionnelles ont tendance à choisir les espèces sauvages. Ces plantes sont passées de génération en génération et sont souvent dotées de défenses acquises au cours de leur évolution et ont été façonnées par l'environnement au cours des siècles. Certaines études suggèrent que les cultivateurs s'assurent de conserver une certaine hétérogénéité génétique au sein de leurs exploitations afin de se prémunir contre d'éventuelles variations environnementales. Il s'agit là d'un élément d'une importance considérable, dans la mesure où nous devons de plus en plus faire face aux conséquences du changement climatique. L'agroécologie présenterait donc une solution particulièrement pertinente dans les milieux les plus touchés par ce fléau. On constate également que parmi les pays les plus affectés par le changement climatique se trouvent

30. *Ibid.*

31. *Ibid.*

beaucoup de pays en développement. De surcroît, certaines études démontrent que les paysans habitant les zones les plus affectées par le changement climatique auraient déjà mis au point certaines techniques afin de minimiser les impacts environnementaux sur leurs récoltes. C'est notamment le cas des cultures « synergiques », dans lesquelles le cultivateur utilise deux plantes dont la croissance est favorisée par la présence de l'autre. C'est le cas du sorgho et de l'arachide, qui poussent considérablement mieux lorsqu'ils sont cultivés ensemble. Les méthodes agroécologiques suscitent de plus en plus d'intérêt en raison de leur rentabilité économique. En effet, ces méthodes permettent une baisse des coûts d'intrants, en particulier des engrais chimique et induisent des temps de travaux inférieurs par hectare cultivé. En outre, elles permettent de plus grandes périodes d'accès possible aux parcelles en raison de l'amélioration de la structure et de la portance des sols et de leur ressuyage plus rapide après les pluies tout en favorisant un accroissement spectaculaire des résultats dans les systèmes dégradés.

Au niveau local, les méthodes agroécologiques permettent de freiner l'érosion hydrique ou éolienne et de restaurer la fertilité des sols tout en réduisant la pollution des nappes phréatiques, des cours d'eau et des zones littorales par rétention des engrais et des pesticides et par diminution de la charge solide. Au niveau international, elles permettent d'augmenter le taux de matière organique du sol et de limiter la déforestation, ce qui se traduit par une augmentation importante du carbone stocké par rapport aux méthodes culturales traditionnelles. Les premières estimations montrent que les quantités de carbone séquestré par ces techniques peuvent être importantes ce qui en fait un instrument efficace de réduction des gaz à effet de serre³². L'agriculture moderne s'est caractérisée au cours des dernières années par une exploitation et un asservissement de la nature au nom de la course à la productivité. Cette agriculture lutte perpétuellement contre les processus naturels et considère que l'homme doit vaincre la nature. Son principe fondamental peut être illustré par la terminaison « cide » qui signifie tuer, détruire : pesticide, insecticide, fongicide, germicide, vermicide et bactéricide. Pourtant, diverses études ont démontré que les systèmes d'agriculture traditionnelle sont de loin plus productifs et efficaces que l'agriculture moderne chimique lorsque toutes les récoltes et tous les intrants agricoles sont convertis en unités d'énergie et lorsque le ratio est analysé. C'est une conclusion partagée par toutes les études qui ont été consacrées à la détermination des niveaux d'énergie en comparant les différents systèmes

32. J. Pretty (1996). *Regenerating Agriculture*. New-Delhi, Vikas.

agricoles, quelle que soit la nature de leurs diverses approches³³. Le virage vers l'agroécologie dont les principes de base sont connus sur tous les continents revêt une importance capitale pour le devenir de nos sociétés. Nous savons tous aujourd'hui qu'on ne peut indéfiniment augmenter la productivité des écosystèmes locaux par des monocultures qui appauvrissent les sols et la biodiversité et qui exigent des engrais et des pesticides issus de la pétrochimie. Il n'est plus possible de préconiser des solutions coûteuses en énergies fossiles et en intrants importés, et encore moins qu'avant, avec la crise climatique et la crise énergétique que nous vivons actuellement. La lutte contre la faim et la pauvreté dans le monde ne passent pas exclusivement par l'augmentation de l'offre alimentaire en améliorant la productivité de l'agriculture. Il existe suffisamment de preuves pour penser que les technologies d'agroécologie contribueront à la sécurité alimentaire à bien des niveaux. C'est pourquoi il est crucial que les gouvernements soutiennent l'application de l'agroécologie et la conversion à ses principes, non pas par opportunisme, mais parce que le bon sens l'exige.

TABLEAU 1 : ÉMERGENCE DE L'AGROÉCOLOGIE

- L'agroécologie désigne l'application des concepts et principes écologiques à la conception et à la gestion d'écosystèmes agricoles durables. Autrefois, l'agriculture était étudiée essentiellement selon une approche agronomique, et non écologique ou sociale. Dans les années 1960 et 1970, l'analyse écologique de l'agriculture a trouvé une dynamique, puis dans les années 1980 les systèmes agricoles traditionnels des pays en développement ont commencé à être reconnus comme d'importants systèmes de gestion des ressources naturelles.
- À partir des années 1990, l'agroécologie est apparue comme une discipline scientifique ayant un cadre conceptuel et une méthodologie permettant d'étudier de façon holistique les écosystèmes agricoles, y compris les éléments humains et environnementaux, tout en offrant les principes de conception et de gestion de systèmes agroalimentaires durables.
- L'agriculture durable n'est pas un seul ensemble de pratiques ou de technologies applicables partout dans le monde. L'agriculture durable doit être flexible et adaptable aux conditions locales et capable de perdurer dans le temps sans compromettre le potentiel de l'environnement en terme de productivité.

Source : FAO (2007). *Agriculture, développement rural durable et agroécologie*. Rome, Italie.

33. C. Bourguignon (2005). *Regenerating the Soil*. Goa, The Other India Press.

TABLEAU 2 : LES PRINCIPES DE L'AGROÉCOLOGIE

<ul style="list-style-type: none"> – Réduire l'utilisation d'intrants artificiels, nuisibles à l'environnement, chers ou rares pour accroître l'usage d'intrants locaux naturels, renforcer les interactions biologiques et promouvoir des processus et des services écologiques. Par exemple, l'usage d'engrais verts (cultures de couverture) fixateurs d'azote ou la rotation des cultures liées par des mycorhizes pour remplacer l'utilisation d'engrais azotés synthétiques ; ou encore l'utilisation de la biodiversité et des contrôles biologiques sur le terrain contre les ravageurs, les maladies et les mauvaises herbes et réduire, voire éliminer, l'utilisation de pesticides chimiques. – Minimiser les quantités de substances toxiques ou polluantes libérées dans la nature. – Gérer les éléments nutritifs plus efficacement, en recyclant la biomasse et en ajoutant régulièrement des résidus agricoles, du fumier d'origine animale et des composts, pour accroître l'accumulation de matières organiques dans les sols, mais aussi pour équilibrer et optimiser le cycle nutritif. – Augmenter la couverture, par exemple avec du fumier et des engrais verts, tout en réduisant l'importance du désherbage, pour atteindre si cela est possible zéro, pour minimiser l'érosion des sols, la perte d'eau, d'humidité et de substances nutritionnelles. Ces pratiques, combinées à la récolte d'eau, visent à utiliser l'eau de façon plus efficace. – Promouvoir une activité biologique des sols pour en maintenir et en accroître la fertilité. – Maintenir une grande diversité d'espèces et génétique dans l'espace et le temps, ainsi qu'une structure d'écosystème agricole complexe, pour offrir une gamme de services écologiques importants, augmenter la résistance et la résilience de l'écosystème agricole aux changements, en s'appuyant par exemple sur les rotations des cultures, les cultures relais, les cultures intercalaires et les polycultures ; ou en incorporant des arbres multifonctionnels, de l'agroforesterie et des combinaisons de cultures et d'élevage ; ou encore en intégrant des poissons, des crevettes ou d'autres ressources aquatiques.
--

Source: FAO (2007). *Agriculture, développement rural durable et agroécologie*. Rome, Italie.

2. SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MONDIALISATION DES ÉCHANGES : SITUATION ET PERSPECTIVES

La problématique de la capacité de notre planète à nourrir ses habitants s'est imposée lors du Sommet mondial sur l'alimentation de Rome. Ce sommet est arrivé à un moment crucial sur le débat sur la faim dans le monde, dans un contexte où l'offre et la demande alimentaires suscitent des inquiétudes. Il faut souligner que, depuis la prophétie de Thomas Malthus, le problème de la sécurité alimentaire hante plus d'un. L'auteur estimait que la production alimentaire peut seulement augmenter arithmétiquement,

alors que la population augmente géométriquement. Il prédisait que l'espèce humaine épuiserait son habileté à se nourrir et que la famine aurait lieu. Le pouvoir multiplicateur de la population de son point de vue est tel, qu'en l'absence de mesures de contrôle, l'humanité est condamnée à la stagnation économique. Selon Malthus, lorsque la population dépasse un certain seuil, le surplus de population s'élimine, par exemple par des famines. Ce qu'il n'avait pas perçu, c'est que l'être humain pourrait détruire ou dégrader les ressources de la nature, nécessaires pour assurer la production alimentaire future dans sa quête pour nourrir plus de monde. À l'aube du troisième millénaire, il semble presque difficile de faire son choix dans les magasins du Nord tant on y trouve une surabondance de produits alimentaires variés. Et pourtant, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, des millions de personnes meurent de faim parce qu'elles ne peuvent produire ni acheter la nourriture dont elles ont besoin avec leur famille. La population mondiale a doublé en moins de quarante ans alors que les prix des principaux produits agricoles ont chuté d'environ 60 % et que le degré de nutrition s'était amélioré, notamment dans les pays industrialisés.

La pression démographique (voir figures 2 et 3) et la croissance économique de pays comme l'Inde et la Chine changent radicalement la donne, avec l'accroissement de la consommation mondiale de produits comme la viande et le soja pendant les derniers dix ans. La demande alimentaire a explosé à tel point que l'offre ne pourra suivre et les prix atteignent des niveaux déraisonnables. Les craintes d'un manque de nourriture à terme continuent toutefois à être écartées par ceux qui croient que le marché et la technologie vont empêcher encore une fois Malthus d'avoir raison, car plus les prix sont hauts, plus la demande se réduit et l'offre augmente. En provoquant un accroissement considérable de la pression foncière, la croissance démographique a entraîné une extension des surfaces cultivées au détriment des pâturages et des terres laissées en jachère et une régression consécutive de l'élevage. Dans certains pays, on a même assisté à une diminution de la surface moyenne par exploitation agricole, la mise en culture de terrains à forte pente et l'aggravation des phénomènes d'érosion. Plusieurs pays doivent aujourd'hui se préparer à affronter la demande future en alimentation. Même si la solution pourrait venir du côté de l'amélioration de l'utilisation de la biotechnologie, cela ne semble pas réalisable dans les conditions socioéconomiques, politiques et climatiques qui sont celles des pays en développement. Par exemple, les conditions tropicales pour l'adoption de systèmes très sophistiqués relativement à la technique et aux intrants ne sont pas pertinentes pour la majorité de petits paysans que

survivent dans des conditions fragiles dans le Sud. Outre les difficultés d'accès à l'eau, le principal problème dans ces pays est lié à la perte d'accès de terres appropriées à l'agriculture.

Au cours des dernières années, différentes visions sur la question de la famine dans le monde se sont affrontées. Plusieurs réponses ou tentatives de réponses ont été apportées. Les premières qui sont essentiellement démographiques et malthusiennes, suggèrent des changements dans la nuptialité et dans la nuptialité. Quant aux secondes, elles sont purement économiques et estiment qu'il faudrait pour garantir la sécurité alimentaire dans le monde, intensifier l'agriculture. La trame de fond de cette argumentation est la suivante: tout au long de l'histoire humaine, l'expérience a démontré que les niveaux de vie se sont élevés en même temps que la population augmentait. Ainsi, le facteur principal de richesse serait l'accroissement démographique. Plus de personnes signifie des marchés plus grands, des communications plus faciles, des économies d'échelles possibles, des gains de productivité. L'hypothèse principale est que l'invention et l'innovation, en tant que produits de l'intelligence humaine, augmentent avec la taille de la population. Plus une population est nombreuse, plus il lui sera facile de trouver, grâce à la créativité de ses membres, une solution à son problème.

L'agriculture reste plus que jamais fortement sujette à l'instabilité climatique. Au cours des dernières années, les niveaux de production agricole ont grandement fluctué en fonction du niveau et de la répartition spatiale et temporelle des conditions climatiques. La sécurité alimentaire implique que chaque individu jouisse en tout temps d'un accès matériel et économique à une alimentation adéquate, sûre et nourrissante, capable de satisfaire ses besoins et ses préférences alimentaires et apte à lui permettre de mener une vie saine et active. Pour assurer la sécurité alimentaire quatre éléments sont essentielles: disponibilité, accès, et stabilité des pays, des ménages et des individus. La disponibilité des aliments n'est possible que si l'on combine les offres intérieures, les importations et les stocks. Quant à l'accès, il est largement tributaire du niveau de revenus des ménages, des distributions alimentaires, de l'état des infrastructures, et de la performance des systèmes de commercialisation et de distribution. C'est pourquoi le fait de disposer de revenus adéquats n'est pas toujours suffisant pour acquérir de la nourriture si les infrastructures et les systèmes de commercialisation ne permettent pas d'assurer sa disponibilité physique. Enfin, la stabilité des disponibilités alimentaires implique qu'une population dispose d'un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou

climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière).

Dans plusieurs pays, la part des populations dont l'alimentation est fondée sur les stratégies d'autoproduction et d'autoconsommation régresse au profit de celles dont les stratégies d'approvisionnement reposent sur le marché. On constate que de plus en plus de populations rurales sont forcées de recourir au marché pour se procurer une partie des vivres dont elles ont besoin. La façon dont l'insécurité alimentaire se manifeste varie énormément selon les pays. En effet, les habitants du Nord ont plutôt tendance à se préoccuper du respect des normes sanitaires de production, de la manière dont ils utilisent les aliments, ainsi que de la qualité de ces derniers. En revanche, les habitants des pays du Sud doivent faire face à des lacunes beaucoup plus graves, et l'on constate que ces dernières sont souvent présentes au sein des diverses composantes définies par le Programme alimentaire mondial. Les exploitations, souvent de petites tailles, sont plus régulièrement exposées aux aléas du changement climatique et par conséquent ses effets s'en font d'autant plus sentir. Les fluctuations des prix peuvent également avoir de sévères conséquences sur ces producteurs et affecter leur capacité d'entretenir leur exploitation. Ces mêmes fluctuations affectent également les consommateurs qui, du jour au lendemain, peuvent se voir dans l'impossibilité d'acheter des denrées alimentaires à cause d'une hausse soudaine des prix. C'est bien sûr sans compter les régimes politiques instables et les situations de conflits armés qui viennent miner l'économie, détruire les infrastructures et décimer les populations. L'exemple de la guerre au Liban en juillet 2006 est révélateur. Bien que ce conflit n'ait duré qu'un mois, près d'un milliard de dollars de dommages directs ont été infligés aux infrastructures³⁴, soit près d'un vingtième du PNB de ce pays à la même époque. L'étude mentionne également que l'agriculture est le secteur ayant le plus souffert de ce conflit.

Dans les pays en développement, toutes les ressources alimentaires ne permettent pas de réaliser le minimum nutritionnel requis pas plus qu'elles n'arrivent à assurer les niveaux de consommation atteints pendant les années antérieures. Dans les faits, la sécurité alimentaire s'est beaucoup détériorée, malgré une amélioration lente mais régulière de la situation à l'échelle internationale. Dans la décennie 1980, les problèmes alimentaires des pays du Sud étaient abordés sous l'angle de l'autosuffisance. Au cours de cette

34. R. Darwish, N. Farajalla et R. Masri (2009). «The 2006 war and its inter-temporal economic impact on agriculture in Lebanon». *Disasters*, vol. 33, n° 4, p. 629-644.

même période, le débat a beaucoup évolué devant le caractère structurel du déficit alimentaire de nombreux pays, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. C'est ainsi que l'on est passé de la notion d'autosuffisance à un objectif moins radical de sécurité alimentaire. Quoi qu'il en soit, se demander si notre planète a véritablement les moyens de nourrir une population de plusieurs milliards de bouches dans un proche avenir semble une question intéressante certes, mais dans le fond à peu près dénuée de sens. L'humanité semble avoir les moyens de nourrir tous ses habitants, pour peu qu'on soit prêt à y mettre le prix à la fois financier et politique requis. Tout dépend aussi de ce que l'on entend par nourrir, car on est en droit de se demander s'il s'agit seulement de fournir une ration calorique de base avec une petite dose de protéines végétales ou une cuisine variée et riche en viande, c'est-à-dire en calories concentrées.

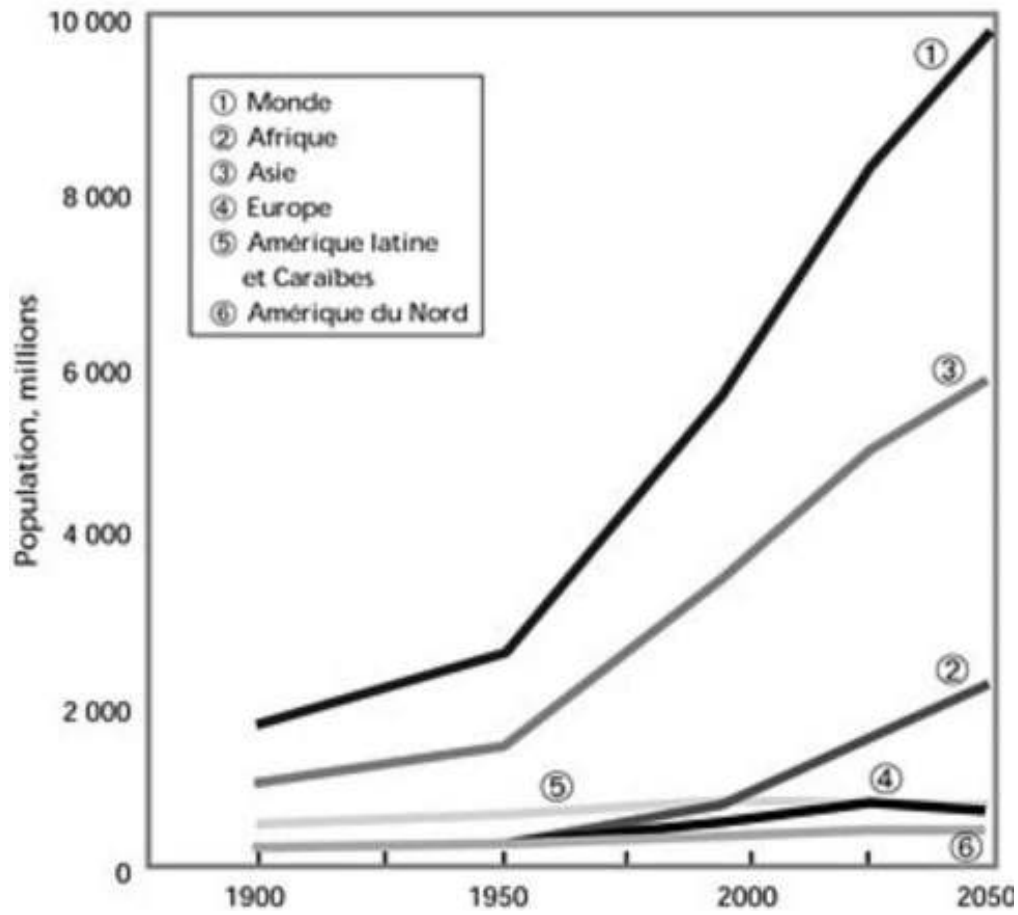
Les questions alimentaires sont devenues de fait un enjeu majeur des négociations internationales, que ce soit dans le cadre des discussions sur l'accord agricole à l'OMC, ou aux Nations Unies, où le droit à l'alimentation est un thème central des débats sur la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels. Il semble que les chocs de la mondialisation contribuent pour beaucoup à l'insécurité alimentaire. Les crises financières de cette décennie ont secoué de nombreux « marchés émergents, ruiné des milliers de petites et moyennes entreprises locales, créé un chômage massif et entraîné des hausses de prix de produits de première nécessité. Du coup, de graves problèmes alimentaires refont leur apparition, un peu partout dans le monde, en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. L'enjeu véritable n'est pas tant la disponibilité de nourriture, mais son accès par les populations et les familles. Les échanges internationaux et les effets des accords commerciaux multilatéraux auront une incidence sur la sécurité alimentaire à tous les niveaux. La libéralisation du commerce peut altérer non seulement les courants commerciaux entre les pays, mais aussi les revenus des producteurs de biens et services, et le pouvoir d'achat des populations. Deux voies restent disponibles pour assurer la sécurité alimentaire : l'autosuffisance et l'autosubsistance alimentaire. La première fait référence à la capacité des pouvoirs publics à combler les besoins alimentaires dans la mesure du possible à partir d'approvisionnements nationaux et en dépendant le moins possible des échanges commerciaux. Quant à la notion d'autosubsistance alimentaire, elle prend en compte les possibilités qu'offre le commerce international et suppose de maintenir un certain niveau de production intérieure et de créer la capacité d'importer si nécessaire depuis le marché international. En règle générale, les gouvernements disposent de diverses options afin de soutenir leur production intérieure dans le cadre d'une stratégie axée sur la sécurité

alimentaire : les mesures à la frontière (droits de douane) et les mesures de soutien interne, consistant à fournir un soutien aux agriculteurs. De toute évidence, il semble que la dépendance alimentaire, source en partie de l'insécurité alimentaire dans le Sud est induite par des pratiques commerciales inéquitables telles que le dumping ou des subventions excessives à l'exportation par des partenaires commerciaux qui apportent sur le marché national des produits alimentaires à bas prix avec lesquels les producteurs locaux ne peuvent soutenir la concurrence.

Le commerce est devenu une composante essentielle de toute stratégie de sécurité alimentaire d'autant plus qu'il est susceptible d'augmenter les disponibilités en réduisant la variabilité de l'offre. Toutefois, plusieurs pays en développement restent tributaires du marché international pour leur approvisionnement en raison d'une production limitée par des facteurs naturels ou autres. Cela implique d'importantes menaces pour la sécurité alimentaire des États et, par ricochet, des individus compte tenu de l'incertitude des approvisionnements et de l'instabilité des prix sur les marchés mondiaux au niveau national, mais également selon les effets de cette libéralisation du commerce sur la production locale et les revenus des producteurs. C'est pourquoi les pays en développement doivent faire des efforts afin de faire reposer leur sécurité alimentaire sur une valorisation de leurs ressources, en réduisant leur dépendance à l'égard des importations et en stimulant la production agricole locale. Bien entendu, il faudra renforcer la capacité d'accès des individus aux biens dans les zones les plus défavorisées³⁵. La crise alimentaire actuelle est le résultat direct de décennies de politiques maladroites qui doivent maintenant être revues et corrigés. Même si une action immédiate est nécessaire pour faire baisser les prix des denrées et fournir des produits alimentaires à ceux qui en ont besoin, il faut des changements radicaux de la politique agricole qui permettrait aux agriculteurs du Sud d'accéder à des terres et d'en tirer des revenus suffisants à leur subsistance. La lueur d'espoir dans cette crise, c'est que la situation peut être inversée. Certains États ont commencé par remettre en question le raisonnement qui repose sur le fait de gouverner de façon idéologique en forçant des pays à ouvrir leurs marchés et à laisser la voie ouverte au marché libre, ce qui met en péril leur pouvoir le plus fondamental : la capacité de nourrir leurs propres populations.

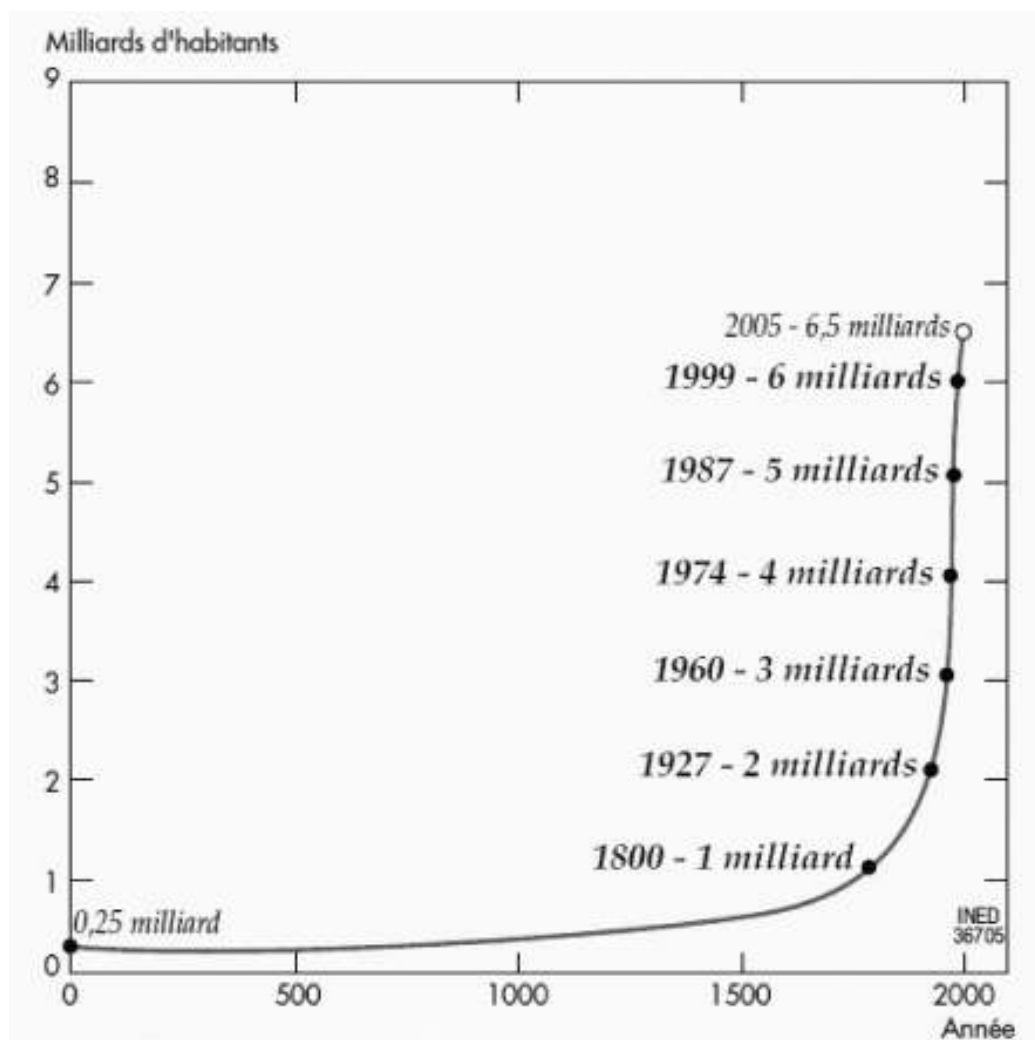
35. J. Madeley (2002). *Le commerce de la faim : la sécurité alimentaire sacrifiée sur l'autel du libre-échange*. Montréal : Éditions Écosociété, 259 p.

Figure 2: Croissance estimée de la population dans diverses régions



Source : FAO (2003). *Gestion de la fertilité des sols pour la sécurité alimentaire en Afrique*. Rome.

Figure 3 : Évolution du nombre d'hommes depuis l'an 0



Source : G. Pison et S. Belloc (2005). « La population mondiale et moi ». *Population et sociétés*, n° 412, p. 1

TABLEAU 2 : DIMENSIONS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La DISPONIBILITÉ des aliments	La disponibilité alimentaire porte sur le « côté de l'offre » de la sécurité alimentaire et est déterminé par le niveau de production alimentaire, les niveaux de provisions, et le commerce net.
L'ACCÈS économique et physique des aliments	De bonnes provisions alimentaires au niveau national ou international ne garantissent pas en soi la sécurité alimentaire des ménages. Les inquiétudes par rapport à l'accès insuffisant aux aliments ont mené à une concentration sérieuse des politiques sur le revenu, les dépenses, le marché et le prix des aliments pour atteindre les objectifs de sécurité alimentaire.
L'UTILISATION des aliments	L'utilisation porte sur la façon dont le corps optimise les différents nutriments présents dans les aliments. De bonnes pratiques de soins et d'alimentation, de préparation des aliments, de diversité du régime alimentaire et de distribution des aliments à l'intérieur du ménage ont pour résultat un apport adéquat d'énergie et de nutriments. Cela s'ajoute à une bonne utilisation biologique des aliments consommés et détermine l'état nutritionnel des individus.
La STABILITÉ des trois autres dimensions dans le temps	Même si votre apport alimentaire est adéquat aujourd'hui, vous êtes toujours considéré à risque de souffrir d'insécurité alimentaire si de façon régulière, vous avez un accès inadéquat aux aliments et vous risquez une détérioration de votre état nutritionnel. Les conditions climatiques défavorables (sécheresses, inondations), l'instabilité politique (troubles sociaux), ou les facteurs économiques (chômage, augmentation du prix des aliments) pourraient avoir un impact sur votre état de sécurité alimentaire.

Source : FAO (2002). *Introduction aux concepts de la sécurité alimentaire*. Rome.

3. LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : UNE CONDITION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les mutations sociales que traversent nos sociétés engendrent des changements structurels et conjoncturels trop importants pour être ignorés. Les retombées de ces changements et leur interdépendance ne touchent pas seulement les questions politiques, économiques et sociales, mais aussi environnementales. Les préoccupations du public à l'égard des questions de justice sociale et d'équité, juxtaposées aux pressions des groupes de défense des droits de l'homme font en sorte que les États doivent agir pour prendre en considération la question du développement durable. Il est important

de réaliser que le développement durable ne saurait exister sans l'atteinte d'un certain niveau de santé de la population d'un pays. Or, la sécurité alimentaire est l'un des dix facteurs sociaux déterminés par l'OMS³⁶ qui affirme que « le véritable problème de santé publique réside dans la disponibilité et le coût d'aliments sains et nourrissants³⁷ ». Les productions alimentaires locales sont souvent plus aptes à favoriser l'accès à une variété de produits et permettent de conserver les ressources au niveau local, tout en coûtant beaucoup moins cher que les produits importés de l'étranger. Une population en santé est également synonyme de société active, et contribue ainsi à la réduction des disparités d'ordre économique et social.

La problématique du développement durable implique l'intégration des questions de justice sociale aux préoccupations économiques afin de répondre aux besoins immédiats des populations sans pour autant mettre en péril les aspirations des générations futures. L'idée du développement durable s'est élargie au cours des dernières années pour intégrer les concepts d'équité et d'interdépendance, non seulement entre les générations, mais entre les pays et les peuples. De même, cette notion d'interdépendance s'applique à l'environnement social, culturel, économique et naturel, dont le développement harmonieux est essentiel au bien-être de l'humanité et à la nature. Bien entendu, on ne saurait parler d'équité lorsqu'à l'échelle de la planète des millions de personnes meurent de faim. La mise en œuvre du développement durable ne peut que s'inscrire dans une perspective à long terme. L'équité est au cœur même de toute la question du développement durable. Elle repose à la base sur la reconnaissance du caractère mondial et commun de l'environnement planétaire et sur la nécessité d'en partager les ressources dans une perspective de pérennité. L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité résultent des effets combinés de divers facteurs tels que la pauvreté, le niveau insuffisant de production alimentaire et la dégradation de l'environnement. Les autres facteurs comprennent l'eau, les aléas et conditions climatiques, la faiblesse des revenus des agriculteurs, l'accroissement de la population qui augmente la pression sur l'utilisation des terres et l'utilisation non durable des ressources naturelles.

La pauvreté reste la principale responsable du problème de la faim dans le monde. Paradoxalement, les principales victimes de l'insécurité alimentaire sont les petits producteurs eux-mêmes et 1,4 milliard d'entre eux vivraient sur des terres éloignées et difficilement cultivables, et n'ont souvent pas accès

36. OMS (2004). *Les déterminants sociaux de la santé*. Genève, deuxième édition.

37. *Ibid.*

à des « ressources suffisantes et adaptées – qu'il s'agisse de terres agricoles, de crédit ou autres – ni aux services agricoles et ruraux³⁸ ». Ces conditions rendent le développement durable extrêmement difficile, dans la mesure où les agriculteurs peinent à subvenir à leurs propres besoins. Par conséquent, il est difficilement envisageable qu'ils puissent participer au développement de leur pays. Ces derniers sont donc condamnés à dépendre d'importations qui leur coûtent souvent beaucoup plus cher et les rendent vulnérables et dépendants³⁹. Selon la FAO, « les dépenses d'importation alimentaires augmentent proportionnellement aux recettes d'exportation totales, à la faible production intérieure, aux niveaux de productivité et aux inefficiences des marchés d'intrants et d'extrants⁴⁰ », créant ainsi une situation ne favorisant pas le développement et l'autonomie. La troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui s'est tenue en mai 2001 à Bruxelles a notamment souligné que la réduction de la pauvreté doit nécessairement aller de pair avec des initiatives dans le secteur agricole visant à l'éradication de la faim et de la sous-alimentation. Le Sommet du millénaire, tenu à New York en septembre 2000, renouvelle quant à lui, l'engagement international de réduire la pauvreté absolue de moitié d'ici l'an 2015. Toutefois, si la tendance se maintient, cet objectif ne sera pas atteint, du moins dans la plupart des pays africains.

L'augmentation généralisée de la demande et la réduction de la capacité de production dans plusieurs pays induisent une hausse du prix des aliments. L'utilisation des biocarburants dans un contexte de dépendance très marquée aux énergies fossiles ne rend pas la tâche facile⁴¹. En effet, la baisse progressive des réserves mondiales de pétrole ainsi que la pollution entraînée par leur utilisation, pousse les gouvernements à élaborer et à adopter d'autres solutions non moins problématiques. Le FMI indique que 20 à 50 % des réserves de nourriture des principaux pays producteurs servent à la production de biocarburants, ce qui a pour conséquence de faire augmenter le prix des produits alimentaires d'origine agricole⁴². L'utilisation de ce type de carburant a rapidement augmenté au cours des dernières années, et l'on en distingue deux catégories principales : l'éthanol, principalement produit

38. FAO (2007). *Agriculture, développement rural durable et agroécologie*. Rome, Italie.

39. FAO (2005). *Réunion ministérielle spéciale sur la sécurité alimentaire et le développement durable dans les petits états insulaires en développement*. Rome.

40. *Ibid.*

41. T. Helbling, V. Mercer-Blackman et K. Cheng (2008). « Riding a Wave ». *Finance and Development*, vol. 45, n° 1.

42. *Ibid.*

par les États-Unis et le Brésil, ainsi que le biodiésel, que l'on trouve surtout en Europe. Les États-Unis produisent la quasi-totalité de leur éthanol à partir du maïs, alors que le Brésil utilise la canne à sucre comme ingrédient principal. Ces deux pays sont les plus grands producteurs mondiaux d'éthanol, mais il est possible que la Chine soit bientôt de la partie, en utilisant les patates douces et le manioc comme ingrédients principaux.⁴³ Pour sa part, l'Union européenne se concentre principalement sur la production de biodiésel. Ce carburant se produit lui aussi à partir d'un produit agricole, le colza. Elle risque néanmoins de devoir recourir à des importations en provenance de la Russie et de l'Ukraine pour atteindre la proportion de 10 % de biodiésel qui serait conforme à l'objectif établi par la Commission européenne pour 2020⁴⁴.

L'accès à l'eau est un autre facteur important qui influe la sécurité alimentaire dans les régions arides et semi-arides devenu critique pour l'agriculture et la réduction de la pauvreté. L'approvisionnement en eau des populations est essentiel à la production agricole. Disposer d'eau en quantité suffisante, c'est pouvoir satisfaire les besoins vitaux et quotidiens, mais c'est aussi améliorer la production agricole. Les ressources hydrauliques constituent une préoccupation d'avenir à l'échelle de la communauté internationale et à celle de chaque pays. L'agriculture emploie 70 % du total de l'eau utilisée et près de la moitié de la production alimentaire dans le monde provient de terres irriguées. Afin de relever le défi de la sécurité alimentaire en Afrique, la plupart des pays, et en particulier ceux du Sahel, ont choisi d'axer leurs efforts sur une meilleure gestion de leurs ressources en eau. L'accès à l'eau plus généralisé doit permettre d'accroître les productions agricoles si nécessaires à la lutte contre la faim. La question hydraulique est en passe de changer rapidement sous la pression démographique et des aléas climatiques. Les défis relatifs à l'eau resteront posés pour les trente prochaines années, car de nombreux pays vont atteindre la limite de leurs sources d'approvisionnement en eau disponible. Selon les experts, il est crucial de diminuer les prélèvements en eau par personne si l'on veut satisfaire les demandes.

La question du développement durable est dénuée de sens tant et aussi longtemps que la faim et la pauvreté seront largement répandues. Ceux qui en souffrent ne pourront jamais réaliser leur plein potentiel au travail et dans la vie en général et seront plus exposés aux maladies tout en étant

43. R. Trostle, R. (2008). *Global Agricultural Supply and Demand: Factors Contributing to the Recent Increase in Food Commodity Prices*. Outlook Report No. (WRS-0801). United States Department of Agriculture, 30 p.

44. *Ibid.*

incapables de contribuer au développement de leurs communautés. Les victimes de la faim ont de bonnes raisons de se préoccuper au plus haut point des ressources limitées qu'elles utilisent pour assurer leur subsistance, mais leurs actions restent dictées par la préoccupation constante de trouver les aliments du prochain repas, pour elles-mêmes et leur famille. L'élimination de la faim est un élément essentiel de toute stratégie de développement durable et de gestion rationnelle des ressources naturelles. L'enjeu ultime réside maintenant dans la capacité des pouvoirs publics à mettre en place des politiques appropriées de telle sorte que celles-ci puissent concilier productivité agricole, réduction de la faim et utilisation durable des ressources naturelles. L'option la plus viable pour garantir la sécurité alimentaire aujourd'hui consiste à améliorer la productivité des terres en veillant à ne pas compromettre leurs capacités de production futures. L'idée ici, c'est de conserver la durabilité de la production agricole mondiale sur une base plus juste en reconnaissant le fait que les ressources naturelles ne sont pas infinies et qu'elles doivent être utilisées de façon judicieuse pour garantir durablement la rentabilité économique, le bien-être social, et le respect de l'équilibre écologique qui constituent les trois piliers du développement durable.

L'atteinte de ce développement durable implique qu'on puisse régler la question de la faim dans le monde. Mais il faut en même temps préserver la diversité biologique, maintenir les processus écologiques et les systèmes entretenant la vie, et utiliser de façon durable les espèces et les écosystèmes. C'est pourquoi il est crucial de changer les attitudes des gouvernements et des organisations internationales dans la mise en œuvre de conventions et d'actions relatives à la sécurité sanitaire ainsi que les comportements à l'égard de l'environnement et donner aux États, les moyens véritables de mieux le gérer⁴⁵.

45. J. P. Charvet (2006). *L'alimentation dans le monde: mieux nourrir la planète*. Paris, Éditions Larousse.

TABLEAU 3 : LA LUTTE CONTRE LA FAIM : QUELQUES CHIFFRES

Secteur d'investissement prioritaire	Coût annuel estimatif* (milliards \$EU)
1. Amélioration de la productivité agricole dans les communautés rurales pauvres	2,3
2. Mise en valeur et conservation des ressources naturelles	7,4
3. Amélioration des infrastructures rurales et de l'accès aux marchés	7,8
4. Renforcement de la production de connaissances, de l'apprentissage et de l'information	1,1
5. Accès des plus démunis à la nourriture	5,2
Dépenses totales de l'investissement	23,8
Bénéfices annuels attendus de la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation	120,0

Source : FAO (2002). *Lutter contre la faim grâce au développement agricole et rural durable et à l'amélioration de l'accès à la nourriture*. Rome, p. 11

4. QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES POUR QUELLE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

La sécurité alimentaire ressort de toute évidence comme une problématique transversale qui touche plusieurs domaines. Elle implique un approvisionnement alimentaire suffisant et approprié, l'accès aux aliments, la stabilité de l'offre alimentaire et l'utilisation des aliments de qualité pour les besoins nutritionnels des populations. Par conséquent, la conception et la mise en œuvre de politiques de sécurité alimentaire dépendent de la participation de plusieurs institutions étatiques et d'autres acteurs concernés par ces différentes questions (voir graphique 1). Et comme pour toute autre politique, le processus d'introduction et de mise en œuvre d'une politique de sécurité alimentaire peut être interprété comme un cycle incluant diverses étapes caractéristiques et interreliées, comme l'illustre le graphique 2. On distingue deux grandes approches dans la conception des politiques de sécurité alimentaire : une première approche qui consiste à intégrer les questions de sécurité alimentaire aux politiques et stratégies nationales globales et sectorielles de développement d'un pays. Quant à la seconde, elle consiste à élaborer une stratégie qui inclut tous les aspects susceptibles d'améliorer la sécurité alimentaire et de prendre en compte les liens qui existent avec les politiques et stratégies globales et sectorielles de développement du pays⁴⁶.

46. S. Brunel (2002). *Famines et Politiques*. Paris : Presses de Science Po.

Les études démontrent que nous disposons déjà d'une quantité de nourriture suffisante pour répondre aux besoins alimentaires de toute la planète. Le défi aujourd'hui, c'est d'assurer un accès et une distribution équitable de cette nourriture⁴⁷. L'accès insuffisant à l'alimentation est au cœur du problème de l'insécurité alimentaire. Il est étroitement lié à la pauvreté, touchant tous les ménages qui vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire qui n'ont pas suffisamment de biens et de moyens afin de subvenir à leurs besoins. L'accès renvoie à la capacité des ménages et des individus à obtenir les aliments dont ils ont besoin, soit en les produisant eux-mêmes, soit en les achetant, ou par l'entremise des transferts. Puisque l'insuffisance de l'accès à l'alimentation résulte de la pauvreté, l'amélioration de cet accès passera essentiellement par des politiques de réduction de la pauvreté. Selon le contexte, les conditions environnementales, les moyens de subsistance, les ressources et les capacités des groupes de population pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, les politiques de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté devront se concentrer sur les actions de développement agricole, les revenus et la création d'emplois en milieu rural et urbain et sur les systèmes de transferts publics⁴⁸.

Sur le plan microscopique, les politiques de sécurité alimentaire devront également porter sur l'utilisation des aliments. En effet, une meilleure utilisation des aliments suppose la conservation de leur valeurs nutritives, de la préparation jusqu'à la consommation. Dans plusieurs pays en développement, il est important d'améliorer les techniques de préservation et de préparation des aliments et de créer des normes alimentaires appropriées tout en éduquant les populations dans les domaines de l'hygiène et de la nutrition. L'instabilité de l'accès et de la disponibilité sont des facteurs d'insécurité alimentaire transitoire ou permanente. Ces phénomènes qui peuvent résulter de variations saisonnières de l'offre alimentaire, avec des pénuries en « période de soudure » ne sont pas sans conséquences. C'est pourquoi les politiques de sécurité alimentaire doivent se préoccuper des événements où et quand ils se produisent ou sont susceptibles de se produire, par exemple dans les zones sujettes à la sécheresse, aux inondations ou aux tremblements de terre, ou dans les pays ou les régions de conflits latents ou

47. M. W. Rosegrant, M. S. Paisner, S. Meijer et J. Witcover (2001). *Perspectives sur l'alimentation mondiale : tendances, alternatives et choix. Vision 2020 pour l'alimentation, l'agriculture et l'environnement*. Rapport sur la politique alimentaire. Washington : IFPRI, 2001.

48. M. Leblanc (1999). *Conception d'une politique de sécurité alimentaire*. Réseau européen de sécurité alimentaire, Commission européenne, DG VIII / A, Avril, FSN Forum, Manuels/ressources de formation sur la sécurité alimentaire.

en cours. Les mesures pertinentes de prévention des pénuries alimentaires temporaires passent par la création d'un dispositif de préparation et de réponse aux catastrophes, dont un système d'alerte précoce et un ensemble de mesures pour garantir la stabilité alimentaire⁴⁹.

Alors que l'accroissement des rendements par unité de terres dans de vastes parties du monde a généré des effets positifs, la situation dans les pays en développement est tout autre. Dans de nombreuses régions, l'insuffisance des rendements, combinée à une croissance démographique rapide, a forcé les agriculteurs à cultiver de nouvelles terres peu adaptées à l'agriculture, entraînant le déboisement et la dégradation des terres. Le défi actuel des politiques de sécurité alimentaire est de continuer le développement de la production alimentaire afin de satisfaire aux besoins futurs sans causer d'effets négatifs sur l'environnement. L'éradication de la faim et de la malnutrition, combinée à une gestion durable des ressources naturelles, est d'une importance cruciale dans les années à venir⁵⁰.

Par ailleurs, il faut souligner que l'insécurité alimentaire ne saurait être enrayée sans un assainissement des méthodes commerciales établies par l'OMC. Des experts suggèrent notamment que l'OMC ouvre ses portes aux 30 pays supplémentaires qui souhaitent faire partie de l'Organisation et bénéficier de ses avantages. L'arrivée de ces pays pourrait permettre à 1,5 milliard de personnes de bénéficier des retombées commerciales relatives à cette affiliation. Il serait également judicieux de mettre au point certains mécanismes ayant pour but de venir en aide aux pays ayant perdu au change. Une solution envisageable serait la création de politiques de redistribution des ressources, ce qui est parfaitement envisageable puisque l'OMC respecte le critère de Kaldor-Hicks, dans la mesure où il serait en théorie possible de réorganiser les profits découlant des transactions favorisées par l'OMC, afin d'atteindre un état d'efficacité de Pareto. Bien entendu, cette perspective impliquerait l'imposition d'un contrôle plus assidu des transactions d'envergure internationale. On constate également que le secteur agricole des pays du Sud n'est nullement favorisé par les dispositifs établis par l'OMS, et que certains accords ont tendance à imposer des coûts importants aux

49. B. Daviron et autres (2004). *Manuel d'élaboration des politiques agricoles. Construction d'argumentaires pour l'intervention publique en Afrique de l'Ouest et du Centre*. GRET.

50. G. Courade (1990). « Peut-il y avoir des politiques d'autosuffisance alimentaire ? » *Politique Africaine*, n 39.

pays pauvres, comme c'est le cas pour de nombreuses dispositions relatives à la propriété privée⁵¹.

Outre des tarifs particulièrement élevés, de nombreux pays industrialisés imposent des barrières non tarifaires, notamment des normes d'hygiène et de santé alimentaire auxquelles peu de pays en développement peuvent satisfaire. Il est crucial que de telles pratiques disparaissent afin de mettre fin le plus rapidement possible à l'escalade des tarifs en fonction du niveau de transformation des produits agricoles. Cette escalade entrave gravement les efforts des organisations d'aide au développement et les gouvernements nationaux visant à promouvoir l'industrie de transformation des produits agricoles, créatrice d'emplois et de produits à valeur ajoutée, comme outil de développement et de réduction de la pauvreté. La question foncière reste une équation qu'on ne saurait négliger lorsqu'il est question de sécurité alimentaire. Les politiques et les institutions doivent travailler de façon à faciliter l'accès des individus et surtout des femmes à la terre. L'importance de ces dernières dans le domaine agricole devrait être davantage reconnue, ce qui implique qu'on élimine les pratiques discriminatoires qui touchent à l'accès à la terre, au crédit et bien entendu, à l'éducation.

À l'échelle internationale, certains auteurs déplorent la mise en place d'un commerce où les valeurs sociales et les droits humains n'ont pas leur place.⁵² Ces auteurs sont particulièrement critiques à l'égard des normes commerciales établies par l'OMC et des Accords sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Ils mettent en exergue le système commercial néolibéral adopté par les pays du Nord, tout en rappelant que ce dernier avait pour résultat d'exacerber les différences qui existaient entre les pays riches et les pays pauvres, et affirment que ce système « condamne un pourcentage considérable de la population à faire face au fardeau de la faim, [à] la malnutrition et [à] une mort évitable⁵³ ». Cette affirmation peut s'expliquer par le fait que l'OMC a toujours mis l'accent sur l'ouverture des marchés plutôt que sur le développement⁵⁴, en assumant à tort que ce dernier viendrait avec l'établissement d'un commerce prospère. Ils tiennent également ce commerce pour responsable de la fragilité des institutions des

51. P. Janin et C.-E. Suremain (2005). « La question alimentaire en Afrique: entre risque et politisation ». *Revue Tiers Monde*, vol. 66, n° 184.

52. O. Aginam (2007). « Food Safety, South-North Asymmetries, and the Clash of Regulatory Regimes ». *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, vol. 40, n° 4, p. 1099-1114.

53. *Ibid.*

54. M. K. Lewis (2007). « WTO Winners and Losers: The Trade and Development Disconnect ». *Georgetown Journal of International Law*, vol. 39, n° 1, p. 165-198.

pays du Sud, ainsi que de la répartition inéquitable des richesses⁵⁵, car l'expérience a démontré que cette approche avait une tendance prononcée à favoriser les pays riches.

La recherche appliquée occupe aussi une place centrale dans la sécurité alimentaire dans la mesure où elle permet de trouver des façons nobles d'accroître la production agricole et de satisfaire la demande vivrière d'une population en rapide croissance. Les progrès scientifiques et technologiques doivent être mis à contribution afin de garantir des politiques publiques qui prennent en considération les besoins des agriculteurs, des consommateurs et de l'environnement, tout en gérant les nouveaux risques et les nouvelles incertitudes. Les sciences sociales peuvent fournir un appui de taille aux stratégies destinées à améliorer l'accès à la nourriture. La réalité, c'est que dans la majorité des pays en développement, les investissements en recherche sur ces questions ont régressé en dépit des claires indications sur leurs atouts pour la société. Trop souvent, malheureusement, les actions des gouvernements sont basées sur des considérations politiques et idéologiques qui ne reposent sur aucune base scientifique quant aux façons de rompre les cercles vicieux de l'insécurité alimentaire. Le développement agricole durable exige que l'on reconnaisse cette dimension globale de la recherche qui ne se doit plus d'être seulement disciplinaire, mais multidisciplinaire avec un accent particulièrement mis sur des thèmes de recherche intersectoriels explorant les liens entre diverses questions. Cela implique d'adopter une approche participative, afin de pouvoir bénéficier des connaissances et du savoir-faire locaux lors de l'élaboration des programmes, ainsi que dans la recherche⁵⁶.

Dans la pratique, il faudra encourager les agriculteurs et leur donner les moyens de favoriser des cultures diversifiées, afin de réhabiliter les patrimoines biologiques locaux. Cela a pour conséquences de permettre une certaine sécurité dans l'éventualité de variations climatiques, mais aussi de réduire l'utilisation des pesticides. Une telle approche passe par la mise en place de mécanismes visant à protéger la « contamination » des espèces sauvages par des OGM. Idéalement, les cultures devraient être isolées des espèces génétiquement modifiées, afin d'éviter toute fertilisation. C'est la seule façon à notre avis de remettre les pays en développement à l'avant-scène de la production agricole mondiale, car ils seront les derniers garants de la biodiversité, ce qui leur permettrait d'occuper une place de choix sur

55. *Ibid.*

56. J. Ziegler (1999). *La faim dans le monde expliquée à mon fils*. Paris: Seuil.

le marché des aliments biologiques. Finalement, il faut garder en tête que la situation économique des populations a un effet direct sur leur capacité à se nourrir. Une population aux prises avec la malnutrition est plus susceptible de tomber malade et d'être ainsi improductive, ce qui peut à son tour nuire à la capacité d'avoir accès à un revenu. La malnutrition « est responsable d'une perte de 2 à 3 % du PIB dans les pays pauvres et de 22 % de perte de revenu annuel des adultes⁵⁷ ». De plus, il ne suffit pas d'avoir accès à des aliments pour être en bonne santé : des études ont démontré que le fait de ne pas avoir accès à de l'eau potable, à certains micronutriments ainsi que le fait de ne pas avoir accès à un minimum d'éducation sont des éléments suffisants pour perpétuer une situation de malnutrition et de sous-alimentation.

C'est pourquoi la création d'un climat de stabilité économique est essentielle. Elle a pour résultat de favoriser la création d'emplois et ainsi de créer un cercle vertueux. Les individus pourront alors avoir accès à une gamme plus large de denrées alimentaires et favoriser le développement des entreprises locales. En accordant la priorité aux initiatives qui favorisent un développement global, on crée un équilibre entre l'offre et la demande alimentaires⁵⁸. Toute initiative prise dans l'optique de réduire l'insécurité alimentaire doit se faire dans une perspective de développement durable. En d'autres mots, les politiques publiques doivent adopter une approche holistique, en tenant compte de la stabilité économique et environnementale des pays ciblés par de telles politiques. Nous avons précédemment établi que plus d'un milliard de petits agriculteurs habitaient dans des régions éloignées et souvent vulnérables. Les politiques qui seront élaborées devront donc favoriser les petits producteurs agricoles, et non se faire au profit de multinationales qui ont dans certains cas une production 200 fois supérieure à celle des petits producteurs locaux⁵⁹. La FAO suggère l'établissement de partenariats entre le public et le privé, « afin de renforcer l'efficacité et la compétitivité des entreprises agricoles, halieutiques et forestières⁶⁰ ». Des marchés doivent être établis et nécessiteront la mise en place de mécanismes

57. Commission européenne (2009). *La sécurité alimentaire : comprendre et relever le défi*. Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.

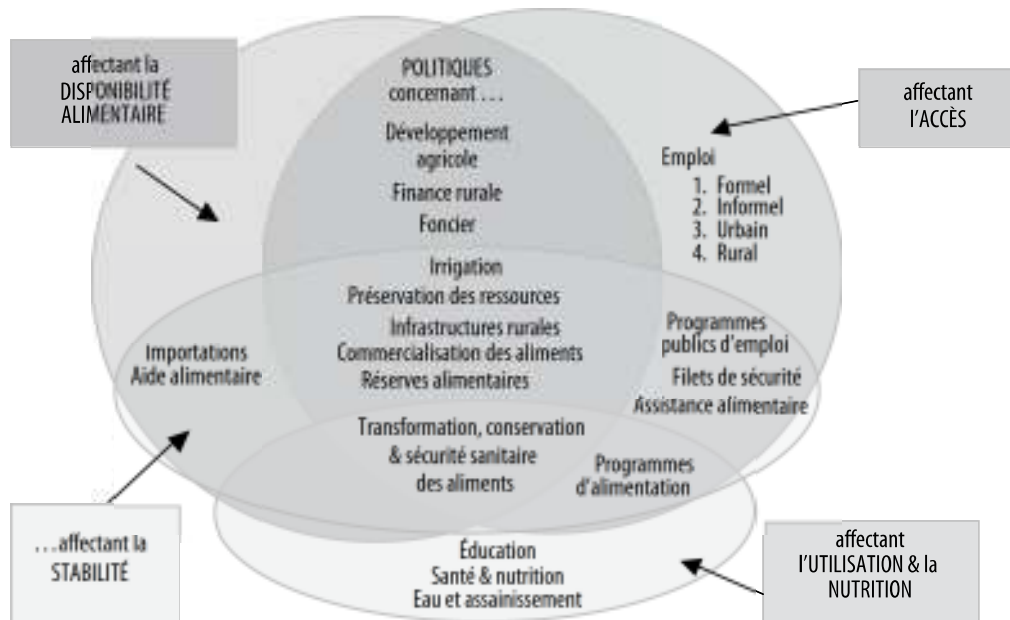
58. D. Requier-Desjardins (1989). *L'alimentation en Afrique : manger ce que l'on peut produire*. Paris : Karthala.

59. M. Dufumier (2009). « Agroécologie, sécurité alimentaire et développement durable ». *Alternatives – International*. [En ligne] [<http://www.alterinter.org/article3360.html?lang=fr>] (Consulté le 4 mars 2010).

60. FAO (2005). *Réunion ministérielle spéciale sur la sécurité alimentaire et le développement durable dans les petits états insulaires en développement*. Rome.

qui faciliteront le commerce et les transactions entre les producteurs et le reste de la population⁶¹. En effet, les petits exploitants agricoles sont les piliers de l'établissement d'une agriculture favorisant le développement durable dans les pays du Sud⁶².

Graphique 1 : Le large spectre d'une politique véritable de sécurité alimentaire

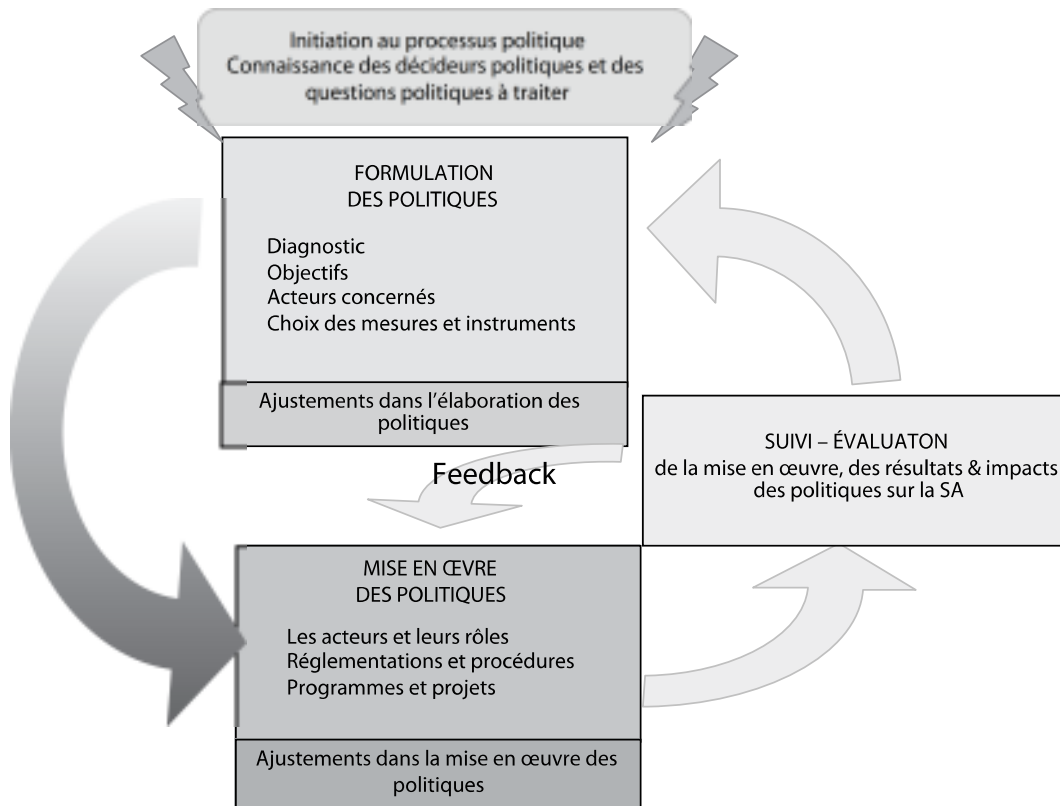


Source : FAO (2009). *Politique de sécurité alimentaire : formulation et mise en œuvre*. Rome.

61. M. A. Altieiri (2009). «Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty». *Monthly Review*, juillet-août.

62. *Ibid.*

Graphique 2: Cycle de formulation et de mise en œuvre d'une politique de sécurité alimentaire Dans le tableau remplacer le mot anglais *feedback* par le terme français rétroaction partout (je n'arrive pas ...) Si l'on ne corrige pas, indiquer par l'italique que *feedback* est le terme anglais.



Source : FAO (2009). *Politique de sécurité alimentaire : formulation et mise en œuvre*. Rome.

5. ENRAYER L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : QUATRE PISTES POUR L'ACTION

La lutte contre l'iniquité d'accès à la sécurité alimentaire ne saurait se faire sans une amélioration sensible du niveau de vie des populations à risque. Il faut donc cibler des secteurs clés tels que la santé, l'éducation et l'économie, afin de créer des conditions propices à l'épanouissement des populations sur une multitude de facettes⁶³. À cet égard, l'approche proposée

63. Banque mondiale (1986). *Poverty and Hunger: issues and options for food security in developing countries*. Washington DC, Banque mondiale.

par la Commission européenne est prometteuse. Celle-ci a en effet le mérite de considérer que le développement rural et agricole est l'une des conditions nécessaires à l'atteinte de la sécurité alimentaire, qui doit elle-même servir à réduire la pauvreté. La Commission européenne a adopté une approche visant quatre cibles principales : la relance de l'agriculture et le développement rural, le rôle des transferts sociaux, le renforcement de la lutte contre la malnutrition et l'information sur l'action⁶⁴.

5.1 La relance de l'agriculture et le développement rural

La crise alimentaire appelle de toute évidence à la relance de l'agriculture, mais de façon différente. Une agriculture plus productive, durable, maîtrisée par des paysans organisés constitue le défi considérable de l'agriculture du XXI^e siècle dans les pays du Sud. Elle permettrait aux populations rurales de ces pays de participer à la fourniture de l'alimentation, suffisante en quantité et en qualité, à une population en augmentation encore rapide jusqu'au milieu du siècle. La relance de l'agriculture et du développement durable peut servir à faire reculer la pauvreté. L'approche préconisée ici vise l'augmentation intelligente de la productivité agricole et l'incitation des petits exploitants à favoriser des modes de production durables et diversifiés. Cela implique qu'il faut faciliter les moyens d'accès et d'échange, comme les réseaux routiers et les hangars de stockage. Des politiques facilitatrices et une réduction des contraintes institutionnelles devront également être envisagées. L'objectif est de diversifier l'économie et les moyens de subsistance afin de rendre les populations les plus pauvres moins vulnérables.

5.2 Le rôle des transferts sociaux

Un des rôles majeurs des transferts sociaux est la redistribution en faveur des citoyens vulnérables. Les transferts sociaux ont pour but de protéger les populations défavorisées des variations économiques. Il s'agit de transferts de nourriture, d'argent ou de services, qui sont fournis par les gouvernements ou les ONG afin d'alléger le fardeau de ces communautés. Ils s'effectuent de manière prévisible et régulière pendant les périodes difficiles. La contribution peut se faire directement ou en échange d'un travail d'intérêt communautaire, ou d'une participation à un stage de formation, en santé par exemple. À l'inverse des interventions d'urgence, de tels transferts sont

64. Commission européenne (2009). *La sécurité alimentaire : comprendre et relever le défi*. Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne.

prévisibles, ce qui permet aux familles de couvrir leurs besoins alimentaires immédiats.

5.3 Le renforcement de la lutte contre la malnutrition

La malnutrition chronique constitue depuis longtemps un problème persistant qui affecte de millions d'individus surtout dans les pays en développement. Un pourcentage élevé de ces personnes dont majoritairement des femmes et des enfants n'atteint que rarement les normes internationales en matière de taille pour leur poids, un signe avant-coureur de problèmes de santé potentiels à long terme. L'éradication de la malnutrition aurait pour conséquence une réduction significative de la pauvreté. Plusieurs organisations d'aide au développement se sont donc donné pour mission de développer des programmes maximisant l'effet des interventions et programmes de santé, par une sélection méticuleuse des indicateurs et des objectifs choisis, et en ne négligeant pas les problèmes sous-jacents. Les politiques mises en place devraient également favoriser l'accès à des aliments de qualité à l'intention des populations vulnérables, ainsi qu'établir des mécanismes réduisant les grandes variations de prix.

5.4 L'information pour l'action

Le processus de formulation et de mise en œuvre des politiques efficaces dépend, à toutes les étapes, de l'interaction étroite avec la production, l'analyse et la présentation d'informations pertinentes sur la sécurité alimentaire. En effet, les données et les informations sur la sécurité alimentaire sont nécessaires pour analyser les problèmes à traiter, définir des références et fixer des objectifs réalistes. Une information de qualité est nécessaire à l'élaboration de stratégies de lutte contre l'insécurité alimentaire. Cette information permet de mieux identifier le besoin réel et les bénéficiaires et de guider les populations à risque vers des stratégies et des décisions éclairées qui leur seront bénéfiques ainsi qu'à leur communauté. L'accès à une information de qualité permet finalement d'instaurer de meilleurs mécanismes de prévention. De plus, les populations devraient être systématiquement sensibilisées aux bienfaits et à l'importance d'une saine alimentation.

CONCLUSION

L'agroécologie se présente comme une solution de rechange viable à l'agriculture dite industrielle. Cette approche fondamentalement différente a la capacité de répondre aux besoins de la population mondiale, de par sa

diversité et son efficacité de production, tout en répondant aux critères qui sous-tendent le développement durable. En effet, elle est équitable, vivable et viable et est fondée sur une utilisation des ressources naturelles renouvelables plutôt que sur les énergies non renouvelables et les intrants chimiques. Son objectif est d'utiliser des mécanismes déjà présents dans la nature et de les améliorer, ce qui permet ainsi d'éviter de perturber les écosystèmes locaux, sachant que des milliers d'espèces animales et végétales sont menacées d'extinction à court terme. En contrepartie, l'agroécologie exige plus de minutie et d'attention que l'agriculture dite « moderne ». Ce qui peut paraître comme un désagrément à première vue, peut présenter des avantages vis-à-vis du développement des localités dans lesquelles se trouvent les exploitations, car l'agroécologie permet la création de nombreux emplois. On constate d'ailleurs que bon nombre de petits exploitants emploient des membres de leur famille ou des proches, qu'ils ne remplaceraient pas par des machines, et à qui ils transmettent leur exploitation dans bon nombre de cas. Cette caractéristique exige un entretien soigneux de leurs parcelles afin que celles-ci conservent leur potentiel. L'agroécologie aiderait les agriculteurs à maintenir les équilibres écologiques et environnementaux qui sont requis pour permettre la viabilité à long terme des exploitations. C'est également pour cette raison que l'agroécologie est particulièrement compatible avec l'agriculture paysanne, et devrait donc être favorisée par les gouvernements. En dernier lieu, il ne faudrait pas oublier qu'à l'instar de l'agriculture traditionnelle, l'agroécologie est beaucoup plus enracinée dans les pays que les exploitations industrielles qui cultivent souvent des produits qui ne sont pas forcément locaux. En ce sens, elle permet donc de bénéficier des connaissances que les petits exploitants ont de leur terroir et de leur exploitation.

Dans les prochaines années, la pratique agroécologique, parce qu'elle s'appuie sur ensemble de techniques inspirées de processus naturels, permettra aux populations de regagner leur autonomie et leur sécurité alimentaire tout en régénérant et préservant leurs patrimoines nourriciers. Parce qu'elle est fondée sur une bonne compréhension des phénomènes biologiques qui régissent la biosphère en général et les sols en particulier, elle est universellement applicable. Elle offre une solution peu coûteuse et adaptée aux populations les plus démunies et libère le paysan de la dépendance des intrants chimiques et des transports, générateurs de tant de pollutions et responsables d'une véritable chorégraphie de l'absurde, où des denrées anonymes parcourent chaque jour des milliers de kilomètres plutôt que d'être produites sur place. L'OMS estime que, présentement, trois milliards de personnes n'ont pas accès à une nourriture adéquate. Selon la FAO, ce sont entre 800 millions et un milliard de personnes qui souffrent

de déficience nutritionnelle⁶⁵. En fait la sécurité alimentaire définie comme l'accès permanent de tous aux denrées alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active se heurte aujourd'hui à un paradoxe. Depuis plus de trois décennies, la production agricole mondiale a plus que doublé, ce qui conduit à l'existence de surplus alimentaires importants. Néanmoins, cette croissance globale de la production masque de fortes disparités. Ainsi, l'Organisation des Nations Unies (ONU) estime à 923 millions le nombre de personnes qui souffrent toujours de malnutrition chronique dans le monde, dont 95 % se situent dans les pays en voie de développement⁶⁶.

La lutte contre la faim et la malnutrition nécessite des actions politiques spécifiques. Les pouvoirs publics se doivent de définir des objectifs de sécurité alimentaire à atteindre dans le cadre de politiques nationales de développement. Celles-ci seront orientées de façon à satisfaire au premier objectif du Millénaire pour le développement (éradiquer la pauvreté et la faim) et à respecter le droit fondamental des êtres humains à l'alimentation. La question de la faim dans un monde où règne l'abondance ne constitue pas seulement un scandale moral, c'est aussi la conséquence de politiques économiques que l'on peut mettre en question. Et pourtant, la lutte contre l'insécurité alimentaire est possible⁶⁷. Encore aujourd'hui, de milliers de pauvres se déplacent vers les centres urbains en raison du déclin des activités agricoles et rurales. Mais tout n'est pas perdu si l'on parvient à mobiliser la volonté politique nécessaire. Pour cela, il faut mettre en place une stratégie qui combine promotion de l'agriculture sous l'impulsion des petits exploitants avec des programmes structurés destinés à garantir l'accès à une nourriture suffisante aux personnes qui n'ont ni la possibilité de produire les aliments dont elles ont besoin, ni les moyens de les acheter⁶⁸.

La sécurité alimentaire restera une question existentielle dans les pays pauvres. Elle constitue l'une des conditions essentielles pour la sauvegarde de leur sécurité, leur stabilité sociale et pour garantir le bon déroulement de leur édification économique. Cela n'est pas possible sans définir une conception de la sécurité alimentaire ouverte sur un monde où la sauvegarde de l'environnement sert à la fois de base et de garantie à la sécurité alimentaire. Cela implique de soutenir et d'encourager des activités économiques

65. G. Ghersi (2005). *Nourrir 9 milliards d'hommes*. Paris: ADPF.

66. M. Dufumier (2007). *Agricultures africaines et marché mondial*. Pantin: Fondation Gabriel-Péri.

67. F. De Ravignan (2003). *La faim, pourquoi? Un défi toujours d'actualité*. Paris: La Découverte.

68. F. Jean (1986). *Éthiopie, du bon usage de la famine*. Paris: Médecins sans frontières.

et sociales à faibles charges écologiques, de tenter de transformer l'agriculture du passé en une agriculture respectueuse de l'environnement et de mettre pleinement en valeur les fonctions écologiques particulières de la production agricole qui sont encore négligées et non utilisées jusqu'ici⁶⁹. Près de quinze ans après le Sommet mondial de l'alimentation de Rome, on se demande encore si l'engagement des gouvernements qui vise à réduire de moitié le nombre de victimes de la faim pour 2015 au plus tard sera atteint⁷⁰. La bataille contre la faim se livrera d'abord contre le temps et chaque grain de céréale participera à ce combat dans la mesure où la faim tue plus que le sida, la tuberculose et la malaria réunis.

BIBLIOGRAPHIE

- Adamopoulos, T. et D. Restuccia (2009). « The Size Distribution of Farms and International Productivity Differences ». Research Paper, York University.
- Aginam, O. (2007). « Food Safety, South-North Asymmetries, and the Clash of Regulatory Regimes ». *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, vol. 40, n° 4, p. 1099-1114.
- Altieri, MA. (2009). « Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty ». *Monthly Review*, juillet-août.
- Bourguignon, C. (2005). *Regenerating the Soil*. The Other India Press Goa.
- Brunel, S. (2002). *Famines et Politiques*. Paris, Presses de Science Po.
- Byerlee, D. (1987). « The Political Economy of Third World Food Imports: The Case of Wheat ». *Economic Development and Cultural Change*, 35:2, p. 307.
- Charvet, J.P. (2006). *L'alimentation dans le monde : mieux nourrir la planète*. Paris, Éditions Larousse.
- Commission européenne (2009). *La sécurité alimentaire : comprendre et relever le défi*. Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne.
- Coulter, J. et C. Poulton (2001). « Cereal market liberalisation in Africa », dans A. Takamasa, J. Baffes, D. Larson et P. Varangis (éd.). *Commodity Market Reforms: lessons of two decades*. Washington DC, Banque mondiale.
- Courade, G. (1990). « Peut-il y avoir des politiques d'autosuffisance alimentaire ? ». *Politique Africaine*, n° 39.
- Darwish, R., N. Farajalla et R. Masri (2009). « The 2006 war and its inter-temporal economic impact on agriculture in Lebanon ». *Disasters*, vol. 33, n° 4, p. 629-644.

69. B. Parmentier (2009). *Nourrir l'humanité : les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI^e siècle*. Paris : La Découverte.

70. FAO (2008). *État de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome, Organisation des Nations Unies.

- Daviron, B. et autres (2004). *Manuel d'élaboration des politiques agricoles. Construction d'argumentaires pour l'intervention publique en Afrique de l'Ouest et du Centre*. GRET.
- De Ravignan, F. (2003). *La faim, pourquoi? Un défi toujours d'actualité*. Paris, La Découverte.
- DFID (2003). *Eliminating Hunger: Strategy for Achieving the Millennium Development Goal on Hunger*. Londres, Department for International Development.
- Dufumier, M. (2007). *Agricultures africaines et marché mondial*. Pantin, Fondation Gabriel-Péri.
- Dufumier, M. (2009). «Agroécologie, sécurité alimentaire et développement durable». *Alternatives – international*. [En ligne] [<http://www.alterinter.org/article3360.html?lang=fr>] (Consulté le 4 mars 2010)
- Dufumier, M. (2009). «Sécurité alimentaire et développement durable. Repenser l'agronomie et les échanges internationaux». *Futuribles*, n 352, p. 25-42.
- FAO (1994). *Medium-term Prospects for Agricultural Commodities: Projections to the Year 2000*. Economic and Social Development Paper, n° 120. Rome.
- FAO (1998). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*. Rome.
- FAO (2002). *The State of Food Insecurity in the World 2002*. Rome, Food and Agriculture Organisation of the United Nations.
- FAO (2005). *Réunion ministérielle spéciale sur la sécurité alimentaire et le développement durable dans les petits états insulaires en développement*. Rome.
- FAO (2007). *Agriculture, développement rural durable et agroécologie*. Rome.
- FAO (2007). *L'ADRD et l'agroécologie*. Rome.
- FAO (2008). *État de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Rome, Organisation des Nations Unies.
- FAO (2009). *How to Feed the World in 2050*. Rome.
- Gherzi, G. (2005). *Nourrir 9 milliards d'hommes*. Paris, ADPF.
- Griffon, M. (2006). *Nourrir la planète*. Paris, Odile Jacob.
- Hazell, P. And Ramasamy, C. (1991). *The Green Revolution reconsidered: The impact of high-yielding rice varieties in South India*. Baltimore et Londres: Johns Hopkins University Press for The International Food Policy Research Institute (IFPRI)
- Helbling, T., V. Mercer-Blackman et K. Cheng (2008). «Riding a Wave». *Finance and Development*, vol. 45, n° 1.
- Janin, P. et C.-E. Suremain (2005). «La question alimentaire en Afrique: entre risque et politisation». *Revue Tiers Monde*, vol. 66, n° 184.
- Jayne, T.S., J. Govereh, A. Mwanauo, J. Nyoro et A. Chapoto (2002). «False promise or false premise? The experience of food and input market reform in eastern and southern Africa». *World Development*, 30 (11), p. 1967-1985.
- Kleijn, D. et W. J. Sutherland (2003). «How effective are European agri-environment schemes in conserving and promoting biodiversity?». *Journal of Applied Ecology*, vol. 40.

- Kydd, J. (2002). *Agriculture and rural livelihoods: is globalisation opening or blocking paths out of rural poverty?*. Agricultural Research and Extension Network Paper 121. Overseas Development Institute, Londres.
- Leblanc, M. (1999). « Conception d'une politique de sécurité alimentaire ». Réseau Européen de Sécurité Alimentaire, Commission européenne, DG VIII / A, Avril, FSN Forum, Manuels/ressources de formation sur la sécurité alimentaire.
- Lewis, M. K. (2007). « WTO Winners and Losers: The Trade and Development Disconnect ». *Georgetown Journal of International Law*, vol. 39, n° 1, p. 165-198.
- Madeley, J. (2002). *Le commerce de la faim: la sécurité alimentaire sacrifiée sur l'autel du libre-échange*. Éditions Écosociété, p. 259.
- Mouvement CiTerrien (2010). *Agroécologie et sécurité alimentaire des populations*. [En ligne] : [<http://www.citerre.org/agroecologiemct.htm>] (Consulté le 5 mars 2010).
- Msangi, S. (2008). « Biofuels, food prices and food security ». Expert meeting on global food security, IFPRI, Rome.
- OMS (2004). *Les déterminants sociaux de la santé*. Genève, 2^e éd.
- Parmentier, B. (2009). *Nourrir l'humanité: les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI^e siècle*. Paris, La découverte.
- Pretty, J. (1996). *Regenerating Agriculture*. Vikas.
- Requier-Desjardins, D. (1989). *L'alimentation en Afrique: manger ce que l'on peut produire*. Paris, Karthala.
- Rosegrant, M.W., M. S Paisner, S. Meijer, et J. Witcover (2001). *Perspectives sur l'alimentation mondiale: tendances, alternatives et choix. Vision 2020 pour l'alimentation, l'agriculture et l'environnement*. Rapport sur la politique alimentaire. Washington, IFPRI
- Stocking, B. (2009). « The Poor Should Not Pay The Price For The Crisis ». *Finance & Development*, décembre, vol. 46, n° 4.
- Trostle, R. (2008). *Global Agricultural Supply and Demand: Factors Contributing to the Recent Increase in Food Commodity Prices*. Outlook Report No. (WRS-0801). United States Department of Agriculture, 30 p.
- UN Standing Committee on Nutrition (2009). *Global recession increases malnutrition for the most vulnerable people in developing countries*. Genève.
- US Census Bureau (2010). « International Data Base ». [En ligne] [<http://www.census.gov/ipc/www/idb/worldgrgraph.html>] (Consulté le 6 mars 2010).
- World Bank (1986). *Poverty and Hunger: issues and options for food security in developing countries*. Washington DC, Banque mondiale.
- Ziegler, J. (1999). *La faim dans le monde expliquée à mon fils*. Paris, Seuil.